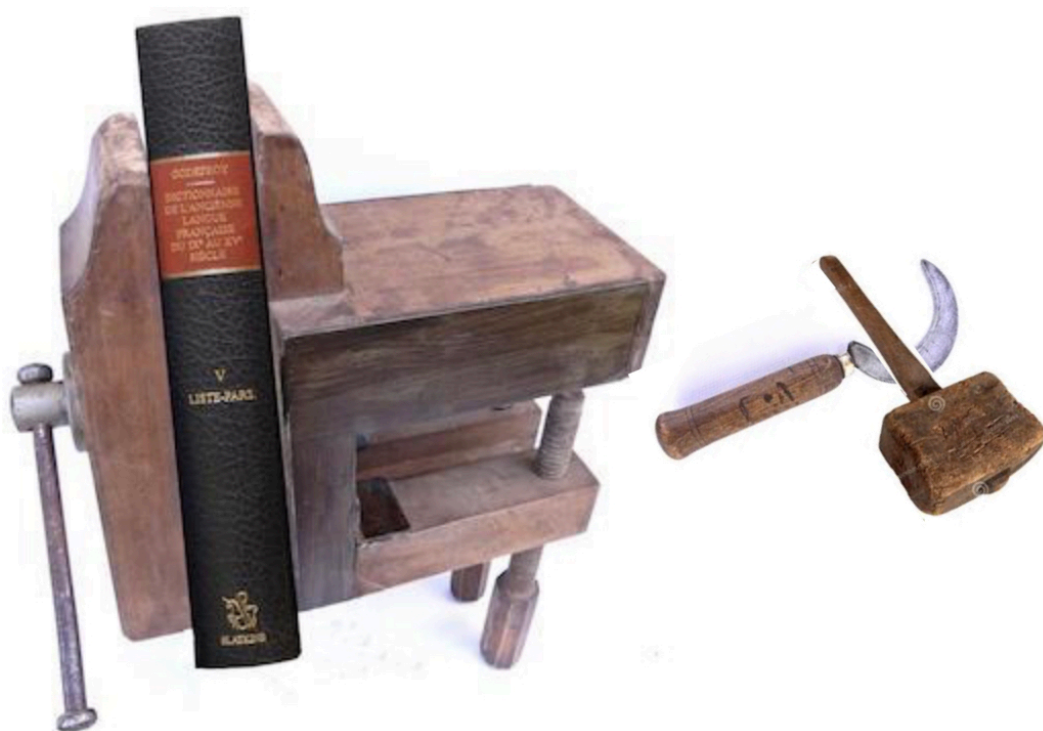


COOPÉRATIVE D'ÉDUCATION POPULAIRE

LE PAVÉ

Dictionnaire collectif de la langue de bois



Dictionnaire collectif de la langue de bois

En 1968, un philosophe aujourd'hui oublié, Herbert Marcuse, nous mettait en garde : nous ne pourrions bientôt plus critiquer efficacement le capitalisme, parce que nous n'aurions bientôt plus de mots pour le désigner négativement. 30 ans plus tard, le **capitalisme** s'appelle **développement**, la **domination** s'appelle **partenariat**, l'**exploitation** s'appelle **gestion des ressources humaines**, et l'**aliénation** s'appelle **projet**.

Des mots qui ne permettent plus de penser la réalité, mais simplement de nous y adapter en l'approuvant à l'infini. Des « concepts opérationnels » qui nous font désirer le nouvel esprit du capitalisme, même quand nous pensons naïvement le combattre. Notre langage est doucement fasciste, si l'on veut bien comprendre le fascisme comme l'élimination de la contradiction. Georges Orwell ne s'était pas trompé de date : nous avons failli avoir en 1984 un « ministères de l'intelligence ». Assignés à la positivités, désormais, comme le prévoyait Guy Debord : Tout ce qui est bon apparaît, tout ce qui apparaît est bon....

Ainsi, par exemple, nous sommes tous plus ou moins conscient de l'impérieuse nécessité de nous opposer à la « démarche qualité », s'agissant de l'intervention sociale, culturelle, éducative, ou médico-sociale. Mais à moins d'avoir sérieusement approfondi la question, cette nécessité reste pour le moment au niveau d'une intuition. Il nous semble que quelque chose ne va pas dans cette démarche. Mais comment s'opposer à la « qualité » à moins de passer pour un fou ou un saboteur ? Nous ne le pouvons pas ! A moins de dévoiler le mensonge du langage, nous sommes désormais condamnés à accepter TOUT ce qui se présente sous cette démarche.

La question stratégique qui se pose à nous est donc : « comment nous ré-appropriier un langage critique » qu'on nous a interdit, volé, maquillé, dont on nous a dépossédé ? De quelle manière ? cela est-il simplement possible, et à quel prix ?

Nous appelons "éducation populaire", ce travail de ré-appropriation, d'interrogation des évidences, et de reconquête d'une pensée critique.

Contribuer à notre dictionnaire :

Vous souhaitez contribuer au dictionnaire, vous voulez nous SIGNALER un mot que nous devrions traiter, vous voulez nous PROPOSER un mot et sa définition, vous n'êtes pas d'accord avec une définition et vous SUGGEREZ de la modifier, vous voulez donner votre avis, nous passer une info, râler ou nous encourager...

Utilisez votre bonne vieille messagerie électronique, mettez nous un mail avec tout cela... à tout de suite !

contact@scoplepave.org

Entrées du dictionnaire de la langue de bois

Contribuer à notre dictionnaire	1
ACTEUR(S)	3
ACTIVATION	4
APPRENANT	5
ARBITRAGE	6
AUTONOMIE	7
CHRONOPHAGE	7
CITOYENNETÉ	8
COHÉSION SOCIALE	9
COMPÉTENCE(S)	10
CONTRAT	12
CRÉATION	13
CULTURE	13
DÉCENTRALISATION	14
DÉMOCRATIE LOCALE	15
DÉTERMINÉ	17
DÉVELOPPEMENT	18
ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	18
ÉDUCATION TOUT AU LONG DE LA VIE	19
ÉGALITÉ DES CHANCES	20
EMPLOI	22
EMPLOYABILITÉ	22
ENGAGEMENT	23
FORMATION	25
GOUVERNANCE	25
INNOVATION	26
INSERTION	27
INTERCULTUREL	28
JEUNESSE	28
LAÏCITÉ	30
LIBRE ET NON FAUSSÉ	31
LIEN SOCIAL	32
MIXITÉ SOCIALE	33
O.N.G.	35
PARTENARIAT	35
PARTICIPATION	36
PRO-ACTIF	37
PROFESSIONNEL	38
PROJET	39
PROJET PROFESSIONNEL	40
PROXIMITÉ	41
QUALITÉ	42
RÉFORME	43
RESPONSABILISATION	44
RÉUSSITE	45
SAVOIR-ÊTRE	46
SOLIDARITÉ	47

ACTEUR(S)

Au sein de nombreuses entreprises et administrations comme à l'Éducation Nationale, chacun est invité à être l'« acteur de son propre changement », portant sur ses épaules le poids d'une responsabilité étrange et difficile à assumer. Telle association d'animation propose à ses adhérents, à travers la fréquentation des activités de loisirs, de « devenir acteur de leur propre vie » ! Étrange pléonasme.

Avec le triomphe de l'individualisme, et l'aide de quelques sociologues (comme Michel Crozier), la théorie du « jeu de l'acteur » propose de s'émanciper des déterminismes (de classe, de groupe, de travail, de famille, de communauté...) et de prendre conscience de sa propre marge de manoeuvre. Cette proposition admirable qui en appelle au libre arbitre de chacun, n'a qu'un petit défaut : renvoyer le balancier un peu trop fort dans l'autre sens, à une période où la domination, pour se rendre discrète, aimerait que l'on en finisse avec la mobilisation collective, les luttes, les idées, les batailles politiques que l'on ne mène jamais seul.

A la différence d'un « agent », un « acteur » interprète et ne se contente pas d'obéir et d'appliquer. C'est pour cela qu'on parle d'un agent de police et d'un acteur de théâtre. Personne ne voudrait voir la police interpréter librement la loi, et on attend d'un policier qu'il ne se comporte surtout pas en acteur, mais bien en agent...Peut-on en dire autant des travailleurs militants de la jeunesse, de la culture, de l'éducation, du social ? Ne serait-on pas en droit d'attendre d'eux qu'ils se comportent en interprètes des politiques aberrantes dont ils sont aussi des agents ?

Pour désigner les agents, dans le discours des politiques publiques, il n'est question que des « acteurs ». Un Comité local de prévention de la délinquance veut réunir les « acteurs » locaux de la jeunesse, un plan local d'insertion, les « acteurs » de l'insertion, et un contrat éducatif local les « acteurs » de l'éducation. En réalité, il n'y a que des agents. Il n'y a pas l'ombre d'un comportement d'acteur de leur part, et le premier « agent d'insertion » qui se prendrait pour un acteur et qui s'essaierait à discuter du bien fondé ou des contradictions des dispositifs d'insertion se verrait vertement rappelé à l'ordre !

C'est ainsi que les animateurs n'ont rien le droit de dire sur les politiques d'insertion, ou que les parents n'ont rien le droit de dire sur l'enseignement. Appeler les gens des « acteurs », c'est leur faire croire qu'ils ont une liberté quand ils n'en ont aucune. C'est les culpabiliser encore un peu plus (que les choses aillent si mal, c'est de leur faute puisque ce sont les acteurs) C'est faire en sorte que les gens se sentent individuellement responsables de la situation et qu'ils ne se posent plus jamais de questions politiques.

Quand il n'y aura plus de groupes, il n'y aura plus que des acteurs responsables de leur propre situation, à qui iront-ils se plaindre ? A leur image, réfléchi à l'infini dans le miroir de leur loge d'acteur.

Exercice de traduction

« Les acteurs de l'Éducation dans la Ville sont invités à se réunir pour définir ensemble le projet éducatif du territoire. »

Traduction :

Les parents otages, les élèves victimes, les enseignants dépressifs et les animateurs complices sont priés de faire semblant de désirer officiellement leur propre domination, sachant qu'on ne peut rien faire d'autre et que de toutes façons ce sera comme ça et pas autrement !

ACTIVATION.

On ne le répétera jamais assez, l'assurance chômage, comme son nom l'indique est une assurance, c'est à dire un droit automatique, voté par un parlement, et ne nécessitant aucune contrepartie en terme de recherche d'emploi (lequel emploi est inexistant car massivement délocalisé en Ukraine ou au Bangla Desh).

Pour le dire simplement, je touche mon allocation chômage parce que c'est un droit et si je décide de ne pas chercher d'emploi, cela ne regarde personne. Cette conception française du "wellfare state" (bien-être) a été moquée par les anglo-saxons qui lui opposent le "workfare" : si tu veux avoir le droit de vivre, accepte n'importe quoi pourvu que tu ne restes pas oisif. D'où une palanquée de "contrats" tous plus ubuesques les uns que les autres, qui sont "proposés" aux "demandeur d'emploi" lesquels sont aujourd'hui rebaptisés "prospecteurs d'emploi". (SIC). La conception américaine s'est imposée, je te donne ton "droit" moyennant un engagement par lequel je peux suspendre ton droit à ma guise. Or si il y a une contrepartie il ne s'agit plus d'un droit. Un droit est sans contrepartie. La seule contrepartie au droit au chômage est le chômage. Mais le contrat n'a pas suffi. (Et pour cause, d'emploi il n'y en a pas) !

Il va falloir des mesures coercitives qui passent outre la logique de contrat. On a vu dernièrement apparaître cette perle : l'activation des chômeurs. "Activer" un inactif, c'est se donner le droit de lui retirer son droit. Le mot "activation" a deux sens ordinairement, dont l'un s'emploie en physique: augmentation de la réactivité d'un corps. Une nouvelle occurrence s'applique désormais aux corps humains (à distinguer des sujets qui sont aussi les humains), méthode dont les effets seront un jour analysés. synonymes : contrainte, niveau de contrainte élevé, coercition.

Exemple extrait des COMPTES RENDUS DE LA MISSION COMMUNE D'INFORMATION RELATIVE A POLE EMPLOI, commission de Sénat, mardi 31 mai 2011 :

M. Jean-Paul Alduy, rapporteur. - Le système britannique oblige-t-il les demandeurs d'emplois à accepter une offre d'emploi ?

Mme Véronique Hespel. - Le point fort de ce système est l'activation. L'incitation à rechercher un emploi est plus forte au Royaume-Uni qu'en France car le lien entre indemnisation et recherche d'emploi est plus fort et contrôlé tous les quinze jours. » (Envoi mail de Florence S.A.)

APPRENANT

Ce mot, traduit de l'anglais "learner", est tout droit sorti d'un livre blanc de l'European Round Table (ERT), un puissant lobby industriel siégeant au sein de la Commission européenne et essentiellement axé autour des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC).

L'évolution que ce lobby voulait voir être opéré sur les systèmes éducatifs européens était bien évidemment mercantile mais aussi idéologique. En parlant de la France plus spécifiquement même si cela visait toute l'Union européenne, il était essentiel pour ce lobby très influent de changer radicalement le rapport entre l'élève et son instituteur (aujourd'hui devenu professeur des écoles) à l'école primaire, mais aussi bien sûr entre l'élève et le professeur au collège ou au lycée.

Il était clairement dit dans ce livre blanc que l'enfant à l'école ne devait plus acquérir des savoirs de la part de celui qui enseigne mais une méthode pour apprendre et découvrir les savoirs par lui-même grâce à cette méthode. Il devait désormais apprendre à apprendre. Et comment ? grâce aux NTIC bien évidemment. l'idée étant que les contenus à découvrir devaient à terme générer un marché très lucratif du savoir prédigéré et mis à disposition sous diverses formes de communication par les grosses entreprises privées moyennant finance ou moyennant l'acceptation de la distillation de l'idéologie dominante.

Vivendi, Microsoft, et tous les ténors du secteur possédant soit la technologie matérielle et logicielle, soit des bases de données en constante progression, voir les deux à la faveur de fusions acquisitions ont travaillé d'arrache-pied pour convaincre Edith Cresson en 1997, alors commissaire européen à l'Education, avant la publication de ce livre blanc.

Idéologiquement Edith Cresson était d'accord : le secteur privé avait tout à apporter à l'enseignement public et appelait de ses vœux les Etats et les collectivités territoriales dans cette voie dite du "partenariat" (voir ce mot) privé/public, acceptant de facto l'idée que le secteur privé vient au secours du secteur public en la matière. D'ailleurs pour signifier une position d'égal à égal

entre privé et public elle employait le mot "partenariat" dans le titre de son intervention au Mip-Com de cette année 1997 pour ravir son auditoire lobbyiste*. Nul complot puisque tout cela était accessible au public à condition de savoir chercher (tiens, tiens...)

C'est au début des années 2000 (2000 ou 2001) que ce mot "apprenant" est passé des recommandations de la Commission européenne dans le langage de l'Education nationale en France pour désigner l'élève. Désormais, un enfant ne s'élève plus en allant à l'école il doit y apprendre à apprendre. Il y a là une forte similitude entre apprenant et apprentis, là aussi c'est une question idéologique.

* Note : voir <http://attaceducidf.gardiendutemps.org/interventions/interventionsprive/parteneriatpri vepubliceducation.htm>

ARBITRAGE

Il y a un mot qui revient souvent actuellement, le mot "arbitrage". Un arbitre est une personne désignée par des parties adverses pour régler un conflit, ou dans le sport celui qui veille au respect des règles.

Lorsqu'actuellement on nous dit "le Président rendra les derniers arbitrages", par exemple au sujet de la réforme des retraites, tout laisse à penser qu'il prendra une position médiane entre les syndicats et le patronat. Après avoir écouté les diverses parties, il choisira les solutions les plus appropriées en tenant compte des impératifs auxquels on ne peut pas échapper. Neutralité et objectivité.

Avec l'arbitrage, il n'y a plus de lutte des classes. La solution adoptée sera dictée par les règles économiques, les données démographiques et toutes ces conditions auxquelles on nous démontre qu'il faut faire face parce qu'elles nous sont imposées. Le "principe de réalité" balaie toute opposition et l'arbitrage est présenté comme la meilleure et la seule position à prendre.

Avec ce mot "arbitrage", les dirigeants deviennent des acteurs impartiaux chargés de faire respecter des règles de bonne gouvernance. On ne conteste pas les décisions de l'arbitre. (Envoi mail de Jean-Louis Siccardi)

AUTONOMIE

Piège sémantique désormais évident depuis le matraquage de cette notion sur l'institution scolaire, l'autonomie est la condition préalable de la privatisation. L'école, l'université "autonomes", sont des écoles et des universités ne bénéficiant plus d'aucune protection étatique. Une école rendue "autonome" par l'habitude au surréaliste "projet d'école" à établir à chaque nouvelle rentrée, est une antichambre de l'école de marché qui arrive à grands pas.

Depuis la création de son groupe de travail Education, en 1989, la Table Ronde des Industriels (ERT) n'a cessé d'« encourager des modes de formation moins institutionnels, plus informels ». Le lobby patronal européen a été parfaitement entendu. Les systèmes d'enseignement de tous les pays européens et à tous les niveaux suivent grosso modo la même évolution, vers une plus grande autonomie et davantage de compétition entre établissements scolaires.

Un rapport de la cellule européenne Eurydice souligne le caractère international de ce mouvement de « libération » du tissu scolaire : « Les réformes apportées à l'administration générale du système scolaire se résument principalement à un mouvement progressif de décentralisation et de délégation des pouvoirs vers la société. Pratiquement tous les pays concernés ont introduit de nouvelles réglementations qui déplacent le pouvoir de décision de l'État central vers les autorités régionales, locales ou municipales et de celles-ci vers les établissements d'enseignement. ».

Dans le cas de l'individu on voit bien ce qu'est un travailleur "autonome". C'est un travailleur sans métier, sans collectif, sans syndicat. Il est d'ailleurs préparé par l'élève autonome ! Respecter le rythme de "travail autonome" de l'élève ? Cela signifie : certains élèves travaillent plus vite, mieux et plus, certains élèves travaillent plus lentement, plus mal et moins. En fait, cette notion de « rythme autonome » est tout à fait idéologique. En réalité, le rythme est modelé socialement et loin d'être autonome. Cette idée apparemment généreuse de l'élève constructeur de soi-même, fait abstraction de toutes les déterminations sociales, biologiques, culturels et biographiques des élèves. L'instituteur quant à lui est supposé faire travailler tout le monde et ne pas abandonner les plus faibles au rythme de travail « autonome »

Voir le site de l'APED Animé entre autres par Nico Hirt (Appel Pour une Ecole Démocratique)

CHRONOPHAGE

Du grec "chronos", "le temps", et "phagos", "manger", signifiant littéralement "manger le temps ». Désigne l'idée d'accaparement du temps, notamment dans les activités liées aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Qui occupe beaucoup de temps.

Dans mon entreprise, j'ai l'impression que c'est l'excuse numéro 1 pour tout : "C'est beaucoup trop chronophage ce que vous nous proposez !" En gros de l'art de dire que pour faire certaines choses il faut du temps donc qu'on ne va pas les faire. Par extension et je cite car c'est une phrase entendue en réunion : "Nous allons prendre le temps de voir ça rapidement" ... ben voyons ! Continuez ! Émilie.

CITOYENNETÉ

Habilement confondue avec la « civilité », la « Citoyenneté » détient le triste record du concept le plus galvaudé, récupéré, mis à toutes les sauces, pour justifier la soumission à la domination.

On a aujourd'hui des entreprises « citoyennes » parce qu'elles consentent magnanimement et contre exonération de cotisations sociales, à exploiter un CES et deux RMA de plus ! On entend ainsi couramment proférée cette définition étrangement judiciaire, (voire policière) : « le citoyen est celui qui a des droits et des devoirs » - (on comprend surtout qu'il a des « devoirs ») - et l'on repense à cette phrase du philosophe Jankélévitch : « Je serai toujours le gardien de tes droits, jamais le flic de tes devoirs ». Quant à ses droits, il ne manquerait plus qu'il en revendique l'usage !

La citoyenneté est fort habilement confondue aujourd'hui avec la civilité, voire le civisme. Serait alors citoyen celui qui se tiendrait bien. Celui qui ferait du sport ou de la musique au lieu de brûler des voitures, bref, celui qui accepterait sans broncher – et autant dire « sportivement » sa condition de sans-avenir, de sans-emploi, de sans-espoir, de sans-argent... sa condition d'exploité, de dominé, d'aliéné, sans faire d'histoires, sans se rebeller. Quelqu'un qui jouerait le jeu, qui serait beau joueur et bon perdant. C'est ainsi par exemple que l'éducation Nationale publie des « chartes de la citoyenneté à l'école » qui ne sont que des listes interminables d'interdits et de sanctions, des règlements intérieurs raffinés sans autre contrepartie que l'arbitraire des enseignants et le droit de se taire.

Rectifions les choses : « Est citoyen celui dont la volonté produit du droit » ! Qu'on lise et relise cette définition à haute voix jusqu'à la comprendre. Une société de droit ne progresse que par extension du droit, par la conquête, toujours, de nouveaux droits (pour les femmes, pour les pauvres, pour les jeunes, pour les étrangers, pour les faibles...) vers toujours plus d'égalité. Or « le droit n'advient pas par le moyen du droit ». Aucun patronat n'a jamais de sa propre initiative, accordé de nouveaux congés payés. Tout nouveau droit a toujours été arraché par la force, par le combat, souvent par l'illégalité (avortement).

Il est alors facile de comprendre que le citoyen n'est pas celui qui joue au hand-ball ou qui accepte de faire du rap à la MJC. Celui-ci est sur la voie de la civilité (respect de l'ordre et de la paix sociale) mais pas encore sur la voie de la citoyenneté, concept politique. On ne connaît toujours qu'une seule

voie d'accès à la citoyenneté : la participation au conflit social. Amener un jeune à devenir citoyen, c'est-à-dire sujet politique, c'est l'amener à participer au conflit social, à en comprendre le sens, à y prendre position. L'amener à taire sa révolte, c'est le contraire d'un chemin vers la citoyenneté. Les associations d'animation socioculturelle devraient y réfléchir à deux fois.

Exercice de traduction

« Dans le cadre de la politique de la ville, le ministère de la culture encourage la création citoyenne des jeunes. »

Traduction :

Dans le cadre du contrôle social, l'administration des beaux-arts finance les petits rebelles qui acceptent de manifester leur intégration à l'ordre établi par le ralliement aux simagrées esthétiques de la société libérale.

COHÉSION SOCIALE

La cohésion sociale est un concept généralement employé par les responsables de la droite modérée souhaitant donner un volet social à leur action politique sans souscrire à l'idée de gauche de lutte contre les inégalités.

Traditionnellement, l'approche qualifiée « de droite » en France considère les inégalités comme naturelles. C'est pourquoi il est vain, selon cette approche, de vouloir lutter contre elles. La pensée « de gauche » considère que les inégalités sont le fruit de la société et fait de la lutte contre les inégalités l'un des fondements de son action tandis que la droite cherche à donner suffisamment de liberté à l'individu pour qu'il puisse se réaliser et, accessoirement, maintenir la cohésion de la Nation en évitant que les inégalités devienne trop criantes.

Comme tout irait bien si les pauvres, en plus d'être exploités, refusés à l'emploi, discriminés au logement, humiliés à l'école, etc... se tenaient sages et acceptaient humblement leur condition sans faire de vagues ! Ah la belle cohésion sociale que l'on aurait là : les riches au bord de leur piscine, les pauvres dans leur cage d'escalier, et tout le monde respectant ce bel agencement naturel !

Ce concept qui sert à identifier les « frontières » de la collectivité, soit les inclus, les marginaux et les exclus, repose toujours sur le partage de valeurs communes, d'un certain art du « vivre ensemble ». Les « enthousiastes » de la cohésion sociale y voient un moyen utile de masquer les effets de la violence économique par un appel au respect de valeurs partagées. On ne brûle pas une voiture (c'est contre la cohésion sociale) mais on peut licencier 7 000 pères de famille dans la même ville (Michelin) ou rafler la distribution de l'eau dans un pays d'Afrique et faire crever quelques

milliers de pauvres supplémentaires en multipliant le prix de ce précieux liquide (Vivendi), cela ne nuit nullement à la cohésion sociale.

Les multinationales européennes qui ont fait une razzia sur les entreprises des pays de l'est en propulsant le chômage à 40% sont attentives, par la voix du conseil de l'Europe, à ce que ces gouvernements veillent à leur cohésion sociale avant d'intégrer le paradis capitaliste européen. L'État qui laisse les directions d'entreprises détruire délibérément des millions d'emplois en pleurnichant sur l'aide la concurrence, semonce les travailleurs sociaux afin qu'ils suscitent (par quel miracle ?) au sein du peuple :

- Un sentiment d'appartenance à une même communauté, de partager les valeurs d'un même collectif ;
- Un sentiment de participation qui n'est en fait qu'une information sur les décisions déjà prises ;
- Un sentiment de tolérance envers les autres pauvres et qui prêche l'acceptation du multiculturalisme ;
- Un sentiment de respect des institutions publiques et privées supposées agir comme médiateurs des conflits.

Quand les pauvres ne marchent pas, l'absence de réalité ou de consensus sur une ou plusieurs de ces dimensions explique les états d'in-cohésion sociale d'une société ou d'une communauté.

Exercice de traduction

« Soucieux de mixité sociale, les acteurs de la politique de la Ville veilleront à favoriser la cohésion sociale dans les opérations de renouvellement urbain. »

Traduction :

Afin de disperser les pauvres sans qu'ils ne se défendent, les agents du contrôle social veilleront au maintien de l'ordre pendant les opérations juteuses de démolition / reconstruction.

COMPÉTENCE(S)

Management / jugements psychologiques de la personne remplaçant « métier » et « qualification », cela permet de détruire la mobilisation collective au profit de l'individualisation des carrières.

Directement importées des techniques du management libéral, les « compétences » ont avantageusement remplacé « la qualification » et « le métier » dans le langage des formateurs et des employeurs, (notamment associatifs). Le patronat veut se débarrasser des « métiers » qui permettent de résister collectivement et de s'organiser syndicalement.

Comme il faudra désormais en changer cinq à six fois dans une vie, ce sont les « compétences » à s'adapter, à se rendre « employable » qui serviront désormais à évaluer les travailleurs (pardon – les « collaborateurs »). Finissons en avec le « savoir faire » et célébrons l'ère nouvelle du « savoir-être ». Savoir être docile, souple, interchangeable, malléable, motivé, imaginatif, créatif, convivial, communicant... et plaisant à son employeur (pardon – à son collaborateur). C'est la personne, son être intime, sa vie privée, sa culture, son comportement, qui doivent être enrôlés dans la productivité du service... au nom de la qualité, ou du militantisme et de la noblesse des missions (culture pour tous, sport pour tous, loisirs pour tous...) et pour garder les subventions, c'est-à-dire la part de marché public.

On peut ainsi, à l'école et dans l'entreprise découper le comportement du travailleur en sous-compétences, telles que « manifester l'envie d'apprendre », « accepter des activités contraignantes », « savoir être autonome », « faire preuve d'initiatives », « gérer son temps » ou « respecter les règles de vie au sein de l'association ». Autant de critères qui relèvent de l'expérience personnelle et non d'une rationalisation des tâches. On n'y trouvera curieusement aucune compétence telle que « tenir tête à un maire », « contester son patron », « questionner le bien-fondé d'une décision » ou « résister à une dérive marchande de l'association » !

Pourtant, le travail n'est pas simple affaire de compétences. Il s'y tisse aussi un univers de coopération et de conflits qui dessinent une identité collective et professionnelle. Avec l'évaluation de ses compétences, l'animateur socioculturel sent peser sur lui la pression à être conforme, pour le bien politique et financier de l'association. Comment des associations progressistes forgées dans une histoire des luttes sociales on pu en arriver à relayer en toute naïveté et bonne conscience ce discours réactionnaire n'est pas un mystère : c'est la grande victoire du capitalisme qui est d'abord – on ne le dira jamais assez – une victoire sur les mots, n'en déplaisent à ceux qui croient encore que les mots ne sont que des mots, et pas une manière d'agir !

Exercice de traduction

« Le portefeuille de compétences des nouveaux emplois-jeunes médiateurs de quartier, sera régulièrement évalué par leurs tuteurs avec les partenaires de l'action. »

Traduction :

La souplesse, la soumission et la collaboration active et ardente des jeunes payés pour calmer la rébellion de leurs copains, leur capacité à intégrer le discours des institutions fera l'objet d'un contrôle avec les financeurs.

CONTRAT

Contrairement à la tradition révolutionnaire française pour laquelle l'individu est titulaire de DROITS inaliénables dès sa naissance ou conquis par la lutte, dans la philosophie libérale anglo-saxonne les relations sociales sont supposées régies par une sorte de « contrat » volontaire dans lequel l'homme accepte une certaine aliénation en échange d'une certaine sécurité.

La différence n'est pas mince. Ce pseudo « contrat » est une façon de faire accepter par la victime sa domination, son oppression ou son aliénation, en faisant croire à son adhésion libre et volontaire à cette agression. Ce « contrat » sert à éteindre sa révolte. N'importe quel éducateur a usé jusqu'à la corde le vieux gag qui consiste à « passer un contrat avec les jeunes »... et le « contrat d'établissement » que l'école fait signer aujourd'hui aux élèves sous prétexte de citoyenneté n'est qu'une liste d'interdictions, un marché de dupes !

Comme le déclarait tel maire lors d'un colloque sur la banlieue : « j'ai passé un deal avec les jeunes... une promesse de pistes de skateboard contre une baisse sensible des incivilités pendant un an. ». L'expression « acheter de la paix sociale » prend ici tout son sens ! Il y a encore beaucoup de travail pour expliquer aux élus qu'ils ne sont pas là pour « dealer », mais pour donner à la souffrance sociale des jeunes une traduction politique dans l'espace public.

En droit français, un contrat suppose la liberté des contractants et une égalité de position. Il n'y a pas de « contrat » entre les ASSEDIC et un chômeur qui est obligé de signer le PARE pour avoir le droit de manger. L'indemnisation de perte d'emploi n'est pas le fruit d'un « contrat » mais d'un DROIT, toujours à préserver et à défendre. En prenant les ASSEDIC au mot, la justice de Marseille qui rétablit les chômeurs dans leur DROIT rappelle que le contrat, en France, reste un dispositif juridique contraignant, même quand on veut l'utiliser comme une entourloupe idéologique à l'américaine. Aucun chômeur sain d'esprit ne signerait de sa propre volonté un engagement à une « recherche positive d'emploi » telles que le PARE l'y oblige actuellement. Ce « contrat » honteux fait peser sur le chômeur la responsabilité de sa situation et fait oublier que si le chômeur en est là, c'est qu'un patron l'a licencié contre son gré.

« Contrat Emploi Solidarité », contrat d'emploi « consolidé », combien d'entorses au droit du travail nous réserve-t-on encore pour nous exploiter à moindre coût ? Grâce aux « contrats » il n'y a plus de patrons ni d'employés, d'exploiteurs ni d'exploités, de mairies donneuses d'ordre et d'associations exécutantes, il n'y a plus que des « partenaires »... La vie est belle ! Quand le recours au contrat brise le contrat social, le « plaider coupable » n'est pas loin. Dans cette autre histoire, Droit et Justice n'ont pas dit non plus leur dernier mot.

Exercice de traduction

« Les élèves et les enseignants ont été invités à signer le contrat de citoyenneté du lycée. »

Traduction :

Les élèves n'ont pas eu d'autre choix que de se soumettre au nouveau règlement disciplinaire.

CRÉATION

La création, c'est une action qui fait advenir l'être à partir du néant. Créer, ce n'est pas faire avec ce qui existe déjà, mais faire exister quelque chose qui n'existait pas avant.

Il convient donc de distinguer la création de la production, car dans la production, on produit quelque chose à partir de quelque chose d'autre qui existait ... Extirpé du vocabulaire religieux et transposé dans le vocabulaire institutionnel, ce terme, (central dans la langue de bois culturelle) véhicule un triple critère idéologique essentiel au capitalisme : celui du dynamisme et de l'innovation, et celui de la souveraineté absolue et incriticable du patron...pardon de l'investisseur...pardon...de l'entrepreneur...enfin du créateur (de valeur).

Dans sa stratégie de communication MANPOWER n'est plus une agence de travail intérimaire. Maintenant, on peut lire : "MANPOWER...Créateur de solutions d'emploi". La survalorisation du sale boulot enrobée sous la magie de la création. Dans le champs artistique, le ministère paie des sommes conséquentes des "créations" dont il n'a plus que faire qu'elles tournent ensuite, qu'elles soient diffusées ou qu'elles soient vues. L'essentiel est qu'il y ait eu une création. La création se suffit à elle-même. On nage dans l'idéologie. Et cela marche.

Il est légitime de critiquer une production, voire une réalisation, d'interroger son bien fondé ou sa réussite en tant que production, mais osez critiquer une "création" ! Essayez donc pour voir. Vous nous raconterez. La création est religieuse. Silence, on crée.

CULTURE

Pourquoi ce mot connaît-il depuis trente ans un succès tel que même le sport éprouve le besoin de justifier qu'il est aussi une pratique « culturelle » ? Grâce à l'école, le capitalisme déguise son exploitation en faisant croire que chacun est responsable de sa place dans l'échelle sociale, et des efforts qu'il a mis à se cultiver. Si l'on est opérateur système à la chaîne, c'est par paresse intellectuelle, nous avons les mêmes chances au départ ! Grâce à l'école, la culture est une machine à classer les gens en les faisant se sentir coupables.

Depuis trente ans, la référence au « culturel » sert à effacer, détruire, et remplacer la référence au « politique ». Par exemple, si l'excision est condamnable d'un point de vue politique (qui consiste à préférer des valeurs telles que l'égalité de l'homme et de la femme), on nous apprend qu'elle est éminemment respectable en tant que « pratique culturelle ». On n'a rien à dire de la « culture » des autres, parce que la culture est sacrée. C'est d'ailleurs à cela que sert cette nouvelle religion : que l'on ne puisse plus rien dire ! Avec la culture, tout se vaut.

Pire encore : en ramenant discrètement la question de la culture à celle de l'artiste, les socialistes au pouvoir des 1981 consacrent la figure managériale du travailleur nouveau : créateur, producteur indépendant, autonome, ludique, inventif, non-revendicatif, féroce individualiste... A la place du militant politique, collectif, poussif et besogneux des années 70, le pouvoir encourage l'artiste, non pas celui qui voudrait délivrer un message (quelle horreur), mais celui qui exprime un narcissisme chahuteur, adolescent, provocateur et rigolo, celui qui exprime le vide, le rien, la dérision de toutes les idées et de toutes les utopies, la moquerie du politique et des valeurs.

On encourage l'imaginaire à condition qu'il ne mène vers aucune vision politique. On ne doit plus croire en rien car c'est ringard. On doit jouir de la crise et de la mondialisation qui est une chance pour l'homme, enfin seul, débarrassé des pesants collectifs. Il n'y a plus d'emploi dans les banlieues, mais il y a l'art et la création. Que les enfants des immigrés dansent du hip-hop, cela convient au pouvoir : pendant qu'ils deviendront des « créateurs », ils ne feront pas de syndicalisme.

Comme le disait Malraux en 1961 en inaugurant la première Maison de la Culture à Bourges : « Nous allons enfin savoir ce qui peut être autre que le politique dans l'ordre de l'esprit humain »...Eh bien voilà qui est fait ! En 1968, Francis Janson, quant à lui, proposait d'appeler Culture ce qui permet de se choisir politiquement... mais il est vrai que c'était en 1968 !

DÉCENTRALISATION

Dans le cadre du processus de privatisation généralisée des services publics européens tel que promu par l'Union Européenne et l'OCDE, la "décentralisation" est une pièce maîtresse de ce processus, au point d'en devenir presque un synonyme. La décentralisation est avant tout la mise en concurrence généralisée des territoires sur le modèle de l'entreprise, et c'est surtout la destruction des cadres de régulation du capitalisme, qui restent des cadres nationaux.

Qu'on ne s'y trompe pas, le capitalisme est internationaliste, et c'est d'abord lui qui a intérêt à la discocation des soit disants "Etats-nation". Le méchant Etat centralisé, ce sont aussi les conventions collectives, les syndicats nationaux, etc...La décentralisation est une impressionnante régression démocratique. Elle a abouti très rapidement à la liquidation de toute forme de contre-pouvoir, et à

l'instrumentation des associations dans des logiques de communication et de valorisation des élus locaux, de dépolitisation avancée de la population, et de transfert discret de pans entiers des services publics à des formes de gestions où le caractère associatif n'est plus qu'une franche plaisanterie. le fruit étant mûr pour être cueilli par le marché privé.

Il faut être niais comme un social démocrate pour croire à cet oxymore : "la démocratie locale". La démocratie ne peut JAMAIS être ni locale ni sectorielle. Pendant qu'on s'occupe des ralentisseurs et des crottes de chien, on ne s'occupe pas de la privatisation de l'Education nationale qui arrive à grand pas, et qui sera d'abord...régionalisée !!! Confier la compétence éducative aux régions, quelle noble tâche n'est il pas ?

Lire l'article de Roger Lepeix / décentralisation et libre pensée. ou encore l'article de Nico HIRT "décentralisation/marchandisation"

DÉMOCRATIE LOCALE

Lorsqu'un premier ministre - Michel Rocard - a dit que la démocratie commençait avec des problèmes de couleur boîtes à lettres, il a proféré un mensonge : la démocratie meurt et s'achève avec des problèmes de boîtes à lettres. Les réunions « crottes de chien » dans les quartiers sont beaucoup plus qu'une insulte à l'intelligence populaire : elles sont la traduction du mensonge de la « proximité » et de la démocratie locale.

La démocratie ne peut être ni locale (à Roubaix à propos de Roubaix) ni sectorielle (avec des jeunes à propos des jeunes). Cette démocratie-là s'appelle du contrôle social. Démonstration.

C'est une réunion d'un « comité d'initiatives d'habitants » d'un quartier populaire de Roubaix. (On ne demande à aucun bourgeois de faire des « projets », mais les pauvres sont supposés avoir des initiatives).

L'élus PS du quartier, en chemise blanche manager sans cravate, arrive avec sa jeune secrétaire dans une salle sinistre d'un équipement préfabriqué où l'on a réuni les « représentants » des habitants type, ou plutôt le peuple tel qu'un élu notable se le représente : le beur de service, le vieux garçon chronique, la femme abîmée, et quelques travailleurs sociaux qui croient repasser leur bac à chaque nouvelle réunion. L'élus très en forme, appelle familièrement la femme abîmée « notre vedette locale » parce qu'elle est passée en photo à côté du maire dans le journal municipal. Il promet d'être bref parce qu'il est débordé, et sera très long. Il exposera tout ce qu'il fait pour le quartier, et notamment qu'il a bataillé contre les autres élus des autres quartiers pour que les bacs à fleurs arrivent dans ce quartier-ci et pas dans les autres.

Il rappelle toutes ses promesses et démontre qu'il les tient toutes : dos d'âne rue Pasteur, poubelles rue Michelet, Bacs à fleurs rue Victor Hugo et peut-être...suspense, un petit commerçant qui accepterait de revenir rue Pasteur, mais chut ! Je ne vous ai rien dit. Curieusement, les habitants du groupe d'initiatives n'ont pas été consultés quand la municipalité a décidé d'implanter une grande surface AUCHAN qui a liquidé la quasi-totalité des petits commerçants : des rues entières aux vitrines à vendre. La dame abîmée demande ce qu'on fera pour la rue Prévert ! Quand on traite les rues comme des clientèles, il vaut mieux arroser chaque rue !

L'élu promet de pouvoir faire engager des jeunes du quartier par le métro de la Ville centre. Quand on lui dit que les jeunes sont fichés pour fraude et interdits d'emplois dans le métro, il répond en clignant de l'œil qu'il connaît une relation personnelle dans l'administration du métro et qu'on lui envoie le dossier du jeune en question. Enfin il déplore qu'il y ait eu une pétition d'autres habitants contre la mosquée parce que, lui, y était plutôt favorable...Maintenant, évidemment, c'est foutu – dit-il.

Enfin, gardant le scoop pour la fin, il annonce le transfert sur ce quartier du futur lycée, et dit avoir gagné la bataille de l'emplacement. La salle très surprise lui dit que le quartier aurait pu être consulté et qu'ils ne sont pas si chauds que cela pour avoir un lycée...Colère : il a pris la décision seul sachant évidemment que c'était une bonne décision pour le quartier.

Cette histoire vraie et banale illustre toute l'ambiguïté de la démocratie représentative locale entendue comme le devoir que croit avoir l'élu du peuple, de satisfaire les demandes concrètes de ses mandants. La démocratie n'a JAMAIS eu pour fonction d'apporter des solutions, mais de formuler publiquement des problèmes, en confrontant les intérêts contradictoires en présence, et en vue de préparer des arbitrages temporaires entre ces intérêts.

Etait-il pensable que la municipalité donne le choix de la discussion à la population sur l'implantation d'une grande surface et de ses taxes professionnelles, ou d'un lycée, ou qu'elle n'abandonne pas la mosquée à la première pétition ? Répondre sincèrement à cette question permet de mesurer le chemin qui reste à parcourir entre l'actuelle démocratie de représentation et ses conseils de proximité, et ce que nous appelons démocratie de participation.

Le degré et la qualité de la démocratie se mesurent à la quantité réelle de pouvoir octroyée aux citoyens, dans leur capacité de modifier le fonctionnement réel d'institutions réelles (école, OPHLM, entreprises, justice, santé, aménagement, culture, etc...). Ce qui définit un fonctionnement démocratique, ce n'est pas le respect des formes (conseils) sur des sujets anodins (bacs à fleurs), mais le sujet de la discussion (des enjeux réels) et publicité des contradictions et conflits en présence. Il n'y a pas de plus grande urgence pour les municipalités, à l'heure où l'école se prépare à être vendue aux opérateurs privés, que d'engager la discussion publique avec les citoyens, les élèves et les enseignants, sur les sujets qui fâchent : la sélection scolaire, les programmes, les dérogations

à la carte scolaire, les enseignements, l'absence de pédagogie...Quelle municipalité démocrate s'y risquera ? Mieux vaut signer un « contrat éducatif local » où la mairie comptabilisera fièrement les heures de canoë-kayak offerts à la population.

Dans les « nouveaux territoires », les communes, vidées de leurs prérogatives, voient leur maigres possibilités de financements soumises à des dispositifs dessinés au niveau européen. La concurrence entre communes et territoires n'a jamais atteint une telle violence. Les communes se gèrent comme des entreprises concurrentes. Victoire du capitalisme ultra-libéral. Les décisions sont de plus en plus techniques parce que les montages financiers sont de plus en plus complexes et les problèmes sociaux de plus en plus explosifs. La démocratie ferait perdre du temps. Dans la « nouvelle gouvernance », les élus choisissent avec soin les associations et les représentants du peuple appelés à valider des décisions déjà entérinées avec des experts, et appellent cela de la démocratie locale.

La droite veut tellement fort la décentralisation qu'on peut se demander si c'est bien un mesure progressiste. Nous voulons des modalités de démocratie participative qui associent des citoyens, des travailleurs des services, des usagers, dans l'expression, l'analyse et la délibération sur la manière dont les institutions fonctionnent. Nous exigeons le temps de la recherche, qui n'est pas celui d'une soirée-débat, mais d'une année-recherche. Nous demandons les moyens de faire ce travail et les conditions intellectuelles et politiques pour le mener à bien. Nous voulons des élus démocrates. Nous ne sommes pas leurs clients. Le local n'a de sens que pour ce que l'on peut y travailler d'universel. Une école en difficulté ne reflète que la difficulté de l'Education Nationale toute entière, et nous revendiquons de nous en mêler. Qu'on nous invite à travailler localement sur les problèmes de l'éducation nationale, plutôt que sur les problèmes du quartier et l'on pourra commencer à parler de démocratie.

DETERMINÉ

L'homme politique est généralement têtue, et ses idées ne sont pas toujours en adéquation avec la volonté populaire. Lorsqu'il rencontre une opposition, il a tendance à s'arc-bouter sur sa position, il utilise alors le mot magique : "Je suis déterminé ..." Dans le cas d'une forte opposition qui commence à foutre vraiment un gros bordel, il prend peur et sort une autre formule magique : "Je suis serein et déterminé ...". Il est amusant de constater que tout ceux qui prononce cette phrase sont tout sauf serein. (Envoi mail de Éric Sanson)

DÉVELOPPEMENT

Développement local, développement social, développement culturel... Dans le quatrième pays le plus riche du monde - la France - nos actions doivent dorénavant produire du développement, terme jusque là réservé aux pays dits « sous-développés ».

L'envahissement de la pensée économique et de son vocabulaire correspond en France à l'arrivée des socialistes au pouvoir. Dès la conférence de Mexico en 1981, (rompant avec une tradition de l'éducation populaire faisant du « développement culturel » l'arme contre le développement économique- Joffre Dumazedier), Jack Lang déclare que désormais, développement culturel et développement économique ne sont qu'une seule et même chose. Qu'on se le dise !

La pensée simpliste du capitalisme (plus c'est mieux donc mieux c'est plus) impose à toute activité de produire de l'accumulation. Même sous-employés, il faut plus d'équipements (culturels, sportifs... et plus de rond-points). Le développement local est une mise en concurrence des territoires les uns contre les autres, et la fin des solidarités nationales. Guerre des images et de la subvention. Séduction des entreprises, audimat. Le développement social est la pacification des conflits pour positiver l'image de la commune, le développement culturel est la conquête forcée des publics de la nouvelle marchandise culturelle. Or la croissance ne produit pas de développement. Trente années de croissance ininterrompue produisent 20 millions de chômeurs et 60 millions de précaires dans l'Europe « développée » et accroissent partout l'inégalité.

Confondre développement et croissance, c'est ne pas comprendre que la condition du développement est d'abord le conflit démocratique et non l'harmonie factice du partenariat. Apprenons à nous débarrasser de ces termes pour réapprendre à penser par nous-mêmes.

Exercice

Remplacez « développement » par « capitalisme » dans la phrase suivante : Le développement local combine du développement social, du développement culturel avec du développement économique pour produire du développement durable

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Probablement une des dernières meilleures blagues de la décennie écoulée ! Dans son désir pathétique de faire partie de la grande famille économique - c'est à dire de se marchandiser tout en faisant semblant d'avoir une âme - la "vie associative" s'est mise à se revendiquer d'une économie qui ne serait pas méchante comme celle du vilain capitalisme, mais "sociale" et « solidaire"... Un capitalisme à visage humain en quelque sorte, mais dont les dirigeants nous rabâchent les oreilles du "poids économique", et de la reconnaissance qui tarde à se faire admettre à la table des grands.

Disons le tout net, L'économie sociale et solidaire n'existe pas ! Empruntons au sociologue Matthieu Hély son explication limpide. Derrière les célébrations du monde associatif, la promotion de « l'économie sociale et solidaire », Matthieu Hély décèle le désengagement de la fonction publique et la dérégulation programmée du travail. Il faut en finir avec l'enchantement d'un monde associatif pris pour ce qu'il n'est pas (un compromis entre plusieurs logiques antagonistes) pour l'aborder comme ce qu'il est devenu : un marché du travail dont les acteurs précarisés ont perdu le statut naguère garanti par la fonction publique. (Lire l'article en entier)

ÉDUCATION TOUT AU LONG DE LA VIE

Derrière cette généreuse formulation, l'attaque coordonnée du patronat européen : la condamnation à se former jusqu'à ce que mort s'ensuive !

Pour se rendre « employable » et faire disparaître la notion de « métier » (et toutes les mobilisations syndicales qui y étaient liées) il faut remplacer les « qualifications » établies une fois pour toutes, par des « compétences » changeantes.

Vive l'entrée dans la « précarité » et « l'imprévisibilité », vive la « société du risque » chère au MEDEF qui n'en prend aucun. « La vie est précaire, l'amour est précaire, pourquoi le travail devrait il ne pas l'être ? » (L. Parisot, Présidente du MEDEF).

Le concept « d'éducation tout au long de la vie » inventé par Jacques Delors, a été développé et diffusé par l'OCDE, boîte ultra libérale au service du patronat européen, très éloignée des préoccupations gauchistes de promotion du peuple. Aujourd'hui, l'éducation et la formation tout au long de la vie absorbent la totalité de la formation et doivent à la fois mettre l'accent sur l'apprentissage qui va de l'enseignement préscolaire jusqu'à l'après retraite, et couvrir toute forme d'éducation, qu'elle soit formelle, non formelle ou informelle. Le plus horripilant n'est pas le cynisme du patronat, mais la crédulité avec laquelle les associations socioculturelles ont adopté cette nouvelle gourmandise en y voyant la mise en oeuvre du projet d'éducation populaire, ou peut-être plus pragmatiquement un bon petit marché juteux !

Les exigences des employeurs se sont imposées en douceur grâce à ce petit mensonge de traduction : en Europe, les textes parlent bien d'apprentissage tout au long de la vie.

Déjà en 1971 une victoire de l'immédiat après 68, la loi sur « l'éducation permanente » avait glissé vers des dispositifs de « formation continue » au service des entreprises, ce qui n'est pas du tout la même chose. Même si la part d'utopie qui fait la force de l'idée d'éducation permanente a suscité

quelques mesures plus conformes à l'ambition d'origine (comme le congé individuel de formation introduit dans la législation en 1982), le résultat est que ce sont les actions courtes d'adaptation aux évolutions de l'emploi qui se sont taillées la part du lion. Si vous êtes chômeurs, demandez donc à l'ANPE ou aux Assedic de vous faire financer une licence d'histoire, je vous parie qu'on vous proposera un stage court de découpage en poissonnerie.

L'enseignement doit soutenir la compétition économique tout en se privatisant. Un dualisme des niveaux d'instruction doit s'installer puisque 65% des créations d'emplois en Europe dans les dix prochaines années seront des emplois non-qualifiés. A quoi bon former des philosophes ? l'éducation est un formidable marché qui représente en volume le double du marché automobile mondial, mille milliards de dollars scandaleusement laissé aux services publics et qui échappent à la spéculation privée.

Si l'union européenne veut être « l'économie de la connaissance la plus compétitive », il faut démanteler les systèmes nationaux d'éducation, c'est sa priorité sous pression des grands groupes privés éducatifs. Il va falloir « apprendre à apprendre », c'est-à-dire apprendre chez soi, sur son temps de loisir non pris en charge par l'employeur, avec des logiciels éducatifs ! Vive la « société de la connaissance et de l'information », vivent les « NTIC ».

Exercice de traduction

« Dans la société de la connaissance, les jeunes devenus adultes auront le droit de continuer à s'éduquer tout au long de la vie. »

Traduction :

Dans le capitalisme culturel tertiaire informatisé, ceux qui ne s'adaptent pas rapidement aux innovations technologiques seront exclus de la société.

ÉGALITÉ DES CHANCES

Après avoir éliminé Robespierre, la réaction thermidorienne de 1795 met fin à la révolution et à l'idéal d'une société dans laquelle l'égalité serait réalisée. Mais comment consacrer le retour de l'inégalité, de l'argent, de l'aristocratie, de la fortune, de la propriété sans que le peuple ne reprenne les armes ? Comment abandonner l'égalité sans que cela ne se voie ? En l'appelant : « l'égalité des chances ». L'égalité des chances est le mot qui veut dire « inégalités ».

Tels le lapin et la tortue, nous sommes donc « égaux » sur la ligne de départ. Nous avons virtuellement les mêmes « chances ». En entrant à l'école, Bastien dont le père est banquier, et Mohammed, dont le père est chômeur ont donc les mêmes « chances ». Il est évident que si Bastien intègre une grande école et Mohammed ne dépasse pas la troisième professionnelle, ce

n'est que le résultat de leur mérite propre. L'un n'a pas su, ou pas voulu utiliser les « chances » que l'on avait mises à sa disposition en égale proportion avec l'autre. Quand l'un et l'autre doivent raconter leurs vacances dans une rédaction, c'est un pur hasard si les parents de Bastien et le professeur possèdent la même culture, partagent les mêmes codes, les mêmes modes de vie, et aiment tous les deux les mêmes vacances : marcher dans le Cantal plutôt que de s'entasser au camping des flots bleus et faire du baby foot au café de la plage. Ou encore rester jouer au foot tout l'été sur la dalle de l'immeuble. Si la rédaction de Bastien (à qui sa maman a appris à reconnaître les chants d'oiseaux dans les forêt du Cantal) reçoit une meilleure note, c'est parce que Mohammed n'a pas voulu faire l'effort de raconter dans des termes joliment et littérairement tournés ses journées d'été occupées à traîner dans son hall d'escalier. Un tel sabotage de ses « chances », une telle mauvaise volonté, une telle paresse intellectuelle méritent une sanction. Un tel refus d'utiliser les « chances » que l'école républicaine a mises à sa disposition mérite une mauvaise note.

Comme tous ces mots à dépolitiser les rapports sociaux, « l'égalité des chances » est une machine à nous faire croire que cette société offre à tous une égale opportunité et que nous sommes seuls responsables de notre situation. C'est le modèle Américain du « land of opportunity ». Il n'y a plus de patrons pour nous exploiter, seulement des individus qui ont voulu ou pas saisir leurs chances.

Transformé en loi, ce principe de l'égalité des chances légitime l'abjection des « grandes écoles » dans lesquelles se côtoie et se reproduit « l'élite républicaine » qui est essentiellement le refuge de la noblesse et de l'aristocratie reconstituées. Depuis la loi sur l'égalité des chances, un quota de pauvres et d'étrangers (pardon...de « minorités visibles ») est autorisé à rentrer dans ces écoles. Mais la question n'a jamais été de savoir combien y entraient, mais combien en sortaient. Au nom de l'égalité des chances, tout le monde rentre dans l'entonnoir de l'école, mais seulement 1% de fils d'ouvriers en sortent avec un diplôme universitaire quant la France dénombre 30% d'ouvriers en 2005 au sein de la population active. Jetons un voile pudique sur les 99 autres... Le problème de l'égalité n'est pas de rentrer mais de sortir égaux, pas de démarrer mais de finir égaux. C'est une toute autre tâche !

Exercice de traduction

« Pour aider les parents à exercer leur autorité parentale, la loi sur l'égalité des chances institue un contrat de responsabilité parentale qui permet d'assigner des objectifs aux parents. »

Traduction :

S'il n'est pas respecté par la famille, les autorités compétentes pourront prononcer la suspension provisoire de certaines allocations. (texte officiel) Pour punir les familles dont les enfants ne se soumettent pas à l'oppression et à la pauvreté, la loi pourra pénaliser financièrement les parents pour leur apprendre à faire respecter l'humilité de leur condition.

EMPLOI

Synonyme de "travail aliéné, ou travail subordonné". Le contraire est le travail libre, celui que l'on choisit, et qui ne se met pas au service de la valorisation d'un capital. C'est en ce sens qu'on peut dire qu'un retraité "travaille" enfin : à faire son jardin, à sculpter, à construire une maison, à être élu communal, etc...Il n'a plus besoin d'aller s'employer pour toucher son salaire.

Dans la vulgate capitaliste, ne devrait recevoir un salaire que celui qui renonce à son droit à choisir librement son travail et se soumet à un emploi non choisi, souvent inepte (trimballer des caisses pour un SMIC au service d'un propriétaire de l'entreprise qui amasse des bénéfices) voir destructeur : dans la pub, dans l'armement, ou comme conseiller fiscaliste !

Il y avait jusqu'en 1998 un ministère du travail. Puis ce ministère est devenu un "ministère du travail et de l'emploi"...tiens tiens...les oreilles distraites n'y auront vu qu'un pléonasme curieux. Pourtant ce ministère devint bicéphale, composé de deux directions antagonistes : une direction du travail, avec des inspecteurs du travail, dont le rôle était de préserver, défendre et continuer le droit du travail, et une direction de l'emploi, dont le but était de massacrer le droit du travail, c'est à dire de faire accepter au nom des politiques d'emploi, des contrats de travail qui dérogent au droit du travail. C'est le début des emplois aidés, des emplois jeunes et autres astuces pour exercer une basse pression salariale et faire baisser les salaires.

Il n'y a AUCUN problème du chômage des jeunes en France, qui est exactement au même pourcentage que le chômage du reste de la population. Statistiques sérieuses. Mais l'argument du chômage des jeunes (et prochainement des emplois seniors) est une merveille pour accepter de se faire embaucher à moitié moins (en francs constants) que dans les années soixante-dix. On rappelle que les emplois jeunes sont une mesure "socialiste" (autre usurpation de langage).

Les "politiques d'emploi" ont TOUTES pour but de casser le droit du travail et la protection sociale. C'est au nom de l'emploi que l'on peut exonérer de cotisations patronales !!!

EMPLOYABILITÉ

Capacité à se soumettre, à se renier, à renoncer à son métier, à son savoir faire, à son désir professionnel, et à accepter n'importe quoi au nom de l'emploi.

L'employabilité est ce qui tue le travail. Officiellement : capacité individuelle à chercher, trouver et se maintenir dans un emploi...L'employabilité, c'est comment faire en sorte d'entrer mieux que l'autre dans une case précise. « Comment je vais pouvoir, mieux que mon voisin, me conformer à ce

qu'on attend de moi », et donc être docile et rentable. L'employabilité pourrait même, si l'on va jusqu'au bout de l'idée, se préciser en pourcentage : untel a une employabilité à 80%, celui-là plutôt à 50%, puisque que l'idée est de quantifier ce qui n'est pas quantifiable. « Améliorer l'employabilité » quelle belle expression lorsqu'il n'y a pas de travail !!! Quel non-sens !

Tout comme sa cousine l'insertion, l'employabilité est un leurre, qui ne fait que pousser à l'individualisation des parcours professionnels et à la culpabilisation des personnes au chômage (c'est qu'elles ne sont pas « employables », alors !). Et comme l'employabilité c'est « être acteur de sa réussite professionnelle », la non-employabilité équivaldrait logiquement à « être responsable de son échec professionnel »!!! Issue de la logique de compétition chère à la doctrine libérale, elle permet donc aux employeurs d'exploiter des salariés généralement sur-qualifiés, qui se seront battus pour être plus « employables » que d'autres afin d'avoir le privilège de toucher un salaire de misère. L'employabilité, c'est le pansement sur la jambe de bois, se préoccuper du symptôme sans guérir la maladie qui en est la cause.

L'employabilité part du constat suivant : « s'il y a des chômeurs, c'est parce qu'ils ne savent pas trouver du travail, pardi! » Ou comment éviter de se poser certaines questions : pourquoi y-a-il du chômage? A qui cela bénéficie-t-il? Comment (vraiment) faire pour qu'il y en ait moins ?

Exercice de traduction

« Nous allons œuvrer afin d'accompagner les personnes à améliorer leur employabilité pour qu'elles puissent ainsi s'insérer efficacement dans le monde du travail. »

Traduction :

Nous allons pousser les personnes à entrer dans une logique de compétition afin qu'individuellement, elles puissent acquérir des compétences pour ainsi être mieux exploitées par un employeur qui n'arrivera peut-être jamais (et si elles n'y parviennent pas, c'est qu'elles n'auront pas donné le meilleur d'elles-mêmes).

ENGAGEMENT

Raffinement de l'anti langage, le concept d'engagement signifie aujourd'hui toute forme de manifestation non-politique, voire anti-politique. Au nom de l'engagement, on cesse de discuter ou de brasser des idées (politiques) pour agir « concrètement ». La forme par excellence de ce nouvel « engagement » est l'action humanitaire.

Triomphe de l'idéologie de droite dans le langage, « l'engagement » signifie aujourd'hui toute forme de participation non-politique, voire anti-politique. Le ministre Luc Ferry l'a dit : « l'engagement des

jeunes » sera l'axe fort de sa politique. On se frotte les yeux : va-t-on se réveiller du long sommeil libéral-socialiste et revenir à notre mission d'éducation politique des citoyens ? Que nenni : l'engagement en question est civil, associatif, sportif, culturel, humanitaire... mais pas politique !

Il y a vingt ans, l'engagement signifiait l'acte de se choisir politiquement. Les travailleurs sociaux, les artistes, les jeunes, qui ne « s'engageaient » pas étaient regardés avec pitié. Aujourd'hui c'est l'inverse ! Curieusement, ceux-là même qui font carrière (locale, régionale, nationale) via les partis, considèrent comme un péché que leurs concitoyens s'intéressent à la politique. Le nouvel engagement doit être concret, ciblé, et pragmatique. Les idées abstraites conduisent au goulag ou au terrorisme. Se méfier des idées, se méfier de la réflexion. Se méfier de la critique qui conduit à la réflexion qui conduit aux idées.

S'engager pour les pelouses et les espaces verts de son quartier, c'est faire la police soi-même et prévenir les révoltes stériles qui pourraient naître de l'idée que ce quartier de chômeurs et d'immigrés fabrique du malheur. S'engager c'est être positif et arrêter de pleurnicher sur ce qui ne va pas ! Emmener des jeunes à coup de subventions pour repeindre une classe d'école au Mali (à 2 000 € le billet d'avion, c'est cher du pot de peinture), c'est les amener à « s'engager » et c'est bien ! Les faire réfléchir sur l'état de délabrement de leur propre lycée poubelle, où l'on a parqué la totalité des enfants d'étrangers pendant que les petits français ont obtenu une dérogation pour le centre-ville, c'est leur faire faire de la « politique », et c'est mal !

S'occuper des ennuis des autres, c'est apprendre le désintéressement. Réfléchir à ses ennuis, c'est faire de la politique. La vie associative a accepté de faire voeu de chasteté politique en échange d'un strapontin dans l'économie sociale marchande. Elle accueille, emploie et forme cette nouvelle version des dames patronnesses que sont les « bénévoles » qui n'ont plus rien des militants, qui s'engagent « concrètement » et grâce auxquels les services publics délégués aux associations reviennent moins cher aux pouvoirs locaux. Elle apprend aux jeunes à « s'engager positivement » en échange d'un contrat précaire. La vie associative est aujourd'hui le plus fidèle allié et le plus efficace relais de l'idéologie droitière de dépolitisation des relations sociales.

Exercice de traduction

« En s'affranchissant des affiliations partisans, les jeunes d'aujourd'hui renouvellent les formes de l'engagement en parlant en leur nom propre et sur des sujets concrets. »

Traduction :

La destruction des dynamiques populaires (syndicats, partis d'adhérents) par vingt ans de libéralisme sauvage, laisse les jeunes isolés face à une compétition féroce dans une société d'exclusion organisée de l'accès à la chose publique.

FORMATION

En 1971, la loi sur l'éducation permanente, grande victoire de l'après 68 arrachant le savoir adulte des universités, se pervertit dans la « formation continue ». Le droit de s'instruire à tout âge devient le devoir de se former toute sa vie, de se rendre employable dans une société ultra productive et compétitive. Quand le chômage est un choix d'organisation de l'économie, on se forme pour rester dans la compétition !

L'OCDE déclare dans un rapport récent : « La décision politique d'encourager l'apprentissage tout au long de la vie est destiné à fournir aux grandes entreprises européennes l'infrastructure éducative qui est essentielle au maintien de leur taux de profit ». A l'heure où les « qualifications » qui dessinaient des métiers font place aux « compétences » qui ouvrent à des emplois, se former sans arrêt, c'est ne jamais avoir un métier. L'âge n'est plus garant d'un savoir faire, mais c'est un handicap qui sera comblé par... l'envoi en formation (ou le décrochage).

Il faut « apprendre à apprendre » sur son temps de loisirs et à ses frais, via des logiciels qui sont tout prêt à inonder le marché. Le droit à l'éducation tout au long de la vie devient une obligation jusqu'à ce que mort s'ensuive de s'adapter professionnellement à la destruction du travail : la plus belle sornette que l'on peut relayer à gauche en croyant bien faire.

Exercice de traduction

« Le droit à l'éducation tout au long de la vie offrira à chacun l'occasion de construire son parcours personnel et d'en changer. »

Traduction :

La destruction des systèmes éducatifs nationaux laissera chacun seul face l'obligation de s'adapter au marché de l'emploi et d'abandonner toute carrière.

GOVERNANCE

Afin de dissimuler la relation de pouvoir et d'autorité, la « gouvernance », terme new-look, laisse entendre que le gouvernement des choses et des gens, que la décision (publique ou d'entreprise), ne sont plus qu'une affaire de gestion en bonne intelligence et en participation avec le plus grand nombre. Dans la gouvernance il n'y a plus de chefs ni d'autorité. Il n'y a plus que des procédures pour arriver ensemble au meilleur résultat. La gouvernance est présentée comme un phénomène passif, et non comme une volonté active : « ça » se gouverne tout seul, si on laisse faire (thèse libérale).

La grande astuce de la gouvernance locale, (par exemple) consiste de la part des pouvoirs territoriaux à CHOISIR les heureux représentants qui seront dignes d'être associés à la décision (ou de le croire) en échange d'un strapontin de reconnaissance. Cela permet au maire ou au conseiller général de prétendre qu'il a associé la population, quant il s'est contenté de désigner un ou deux vassaux associatifs trop heureux de poser sur la photo. La gouvernance n'associe personne au partage du pouvoir, pourtant elle fait tout comme.

INNOVATION

Dans l'accélération des idées, des biens et des services sur le mode du renouvellement de la marchandise, l'innovation est une « méta-valeur ». Elle remplace toute les valeurs et s'y substitue. Le sens est annulé, c'est la nouveauté qui fait sens. Bon ou mauvais, (anciens critères) peu importe, c'est nouveau, donc c'est bien... même quand c'est mauvais !

Le capitalisme n'étant pas un régime de satisfaction des besoins mais d'accumulation sans fin, nous y sommes condamnés à « innover ». Manifester de la nouveauté, sous le prétexte de « progrès » ou de « développement » c'est manifester son dynamisme productif. Il n'y a pas de crime plus détestable que de « stagner », ou de se contenter de quelque chose qui fonctionne bien ou qui donne entière satisfaction. La fuite en avant dans la marchandise doit constamment réactualiser le discours de l'exploitation pour mieux la masquer. Le capitalisme doit bouger ou mourir.

Aucune vérité, aucune valeur ne sont vraies au point qu'on ne puisse pas les dépasser, puis les démoder. Toute valeur doit se renouveler pour rester crédible.

La laïcité elle-même - par exemple - doit devenir moderne. « L'innovation sociale, culturelle, pédagogique », imposent de déclarer ringardes des manières de faire qui ont déjà plus de cinq ans.

Il nous faut nommer d'une manière nouvelle ce que l'on continue de faire comme avant. L'animation communautaire doit s'appeler le développement local. La non-directivité doit laisser place à la pédagogie de l'autonomie. Quand nous aurons enfin réussi à nous mettre d'accord pour abolir cette abjecte notion de développement local, ou cette stupidité qu'est la pédagogie du projet, le capitalisme aura depuis longtemps inventé de nouveaux mots pour réactualiser le masque de sa domination.

Assez curieusement, le socialisme semble une idée définitivement ancienne quand le capitalisme ne cesse d'être une idée d'avenir, constamment rajeunie. Le capitalisme est la seule valeur qui ne se périmé pas ! Le terrorisme de l'innovation produit la honte de penser par nous même et de n'être pas modernes. Le crime de nous prendre pour des sujets politiques plutôt que pour de bons petits

agents du langage. Nous sommes pitoyables à force de vouloir rester dans la course, et prouver notre modernité, l'actualité de notre projet (reformulé comme il se doit), et de nos méthodes.

Ce désir de modernité dans le langage n'est rien d'autre que notre servilité constamment réaffirmée auprès de nos maîtres financeurs. « L'innovation » ne vise que la « performance » qui n'est autre que la « productivité » que le capital attend de chacun de nous. Depuis trente ans, c'est l'autre nom de la déréglementation, de la destruction de toutes les lois que nous avons érigées contre la loi de la jungle : innover, c'est alléger les freins mis à l'exploitation. Montrer qu'on est innovant, c'est montrer qu'on est prêt à trahir, à renier tout ce à quoi on a cru avant. Le moderne est un lâche. Quand aurons nous le courage d'affirmer la qualité durable de notre savoir-faire et d'envoyer au diable les injonctions qu'on nous fait à présenter des « projets innovants » ?

Exercice de traduction

« Le nouveau projet d'établissement fera la place à une innovation pédagogique qui visera à une plus grande autonomie de l'élève. »

Traduction :

La mise en concurrence commerciale des écoles leur permettra de s'affranchir de l'égalité et de laisser les élèves encore plus seuls dans la sélection et la compétition.

INSERTION

N'importe quel agent d'insertion sait qu'il n'a jamais inséré personne autre que lui-même.

Pour reprendre la très belle définition de Bernard EME (voir article), l'insertion, cela consiste à lier en déliant...c'est à dire à fixer la personne à une place en dehors des parcours d'intégration.

l'insertion cela n'existe pas.

Cela supposerait il y a des gens en dehors de la société d'autres qui sont en dedans. Mais même le clochard sous un pont est à une place précise dans la société et les rapports sociaux. L'idée "d'insertion" c'est qu'il n'y a pas de place pour tout le monde. Lorsque nous acceptons d'utiliser le terme d'insertion, nous acceptons de véhiculer l'idée aberrante qu'il n'y a pas de place pour tout le monde, que cette société est une assiette au beurre qui tourne un peu vite pour certains, et que les plus faibles ne savent pas s'accrocher et sont éjectés vers la sortie.

N'importe quel anthropologue sait que l'on fait partie d'une société quand on peut la contester (mai 68). Il serait donc infiniment plus intéressant plutôt que d'utiliser le terme d'insertion, de faire appel au concept d'intégration critique.

De ce point de vue, dans une mission locale pour l'emploi, plutôt que de trouver un travail de balayeur de cheveux chez un coiffeur, d'expliquer aux jeunes qu'il n'y a pas d'emploi parce qu'il a été méthodiquement détruit depuis une vingtaine d'années par le patronat, et de travailler avec eux à une compréhension des mécanismes de sélection sur le prétendu "marché du travail"...On verrait alors ces jeunes commencer à s'intégrer ! En faisant de la politique.

INTERCULTUREL

1. Présentation pacifiée et non politique des rapports internationaux.
2. Ethnicisation des rapports sociaux, et transformation de la lutte des classes en un problème de compréhension mutuelle entre différents codes culturels.

« Faire de l'interculturel », dans un quartier, c'est oeuvrer à une « meilleure compréhension » entre des identités culturelles devenues non-politiques, c'est gommer le conflit, les raisons du conflit, c'est interdire l'explication politique des souffrances. Implicitement, le problème ce ne sont plus les ouvriers, ce sont les Arabes, les étrangers, les autres...

JEUNESSE

« La jeunesse », ça n'existe pas. Personne ne peut en produire une définition correcte. C'est impossible. « La jeunesse » est un adolescent Algérien qui habite à la Courneuve et un étudiant de 24 ans à sciences po qui habite Neuilly.

Pourtant cette notion apparaît dans le discours politique à partir des années soixante (les jeunes qui traînent et ne travaillent pas) et permet de masquer le vrai problème : à quelle condition fait on partie de cette société aujourd'hui, et comment s'y intègre-t-on ? Chômage, coût de la vie, pénurie de logements, ségrégation scolaire, etc... Transformer une catégorie politique (les conditions d'accès au marché de l'emploi) en une catégorie naturelle (les jeunes) est une astuce formidable pour dépolitiser tous les problèmes.

La « jeunesse » devrait être une image pour parler des forces de la transformation sociale, et non pas une catégorie sociologique spécifique de la population à « traiter » séparément. Une « politique de la jeunesse » devrait englober entre autres ministères : l'école, la santé, les affaires sociales, la culture, les loisirs, le logement, l'accès au travail, etc, etc, etc... Le seul fait que la politique de la

jeunesse n'englobe même pas la question de l'éducation et de l'école en dit assez long sur le joujou qu'on agite sous notre nez.

Pour cela, les associations d'éducation populaire ont deux défis : Arrêter de ne proposer aux jeunes que du rap et du sport et développer effectivement leur expression et leur délibération sur des enjeux non- jeunes (école démocratique, monde du travail, services publics, droits sociaux et politiques, stratégie internationale de la France...) et susciter dans le même temps l'expression et la délibération des citoyens adultes sur les politiques de la jeunesse. Il faut dépasser l'échelle locale et l'échelle du traitement sectoriel (non-politique) des problèmes (les jeunes, les vieux, les handicapés, les Arabes, les femmes...). On prendra alors le risque de s'apercevoir : que la démocratie n'est jamais locale (on ne fait pas de démocratie avec des problèmes de boîtes à lettres, mais avec des problèmes généraux, on n'en fait pas en s'occupant de ses problèmes mais en s'occupant de ceux des autres) et la démocratie n'est jamais sectorielle (on ne fait pas de la démocratie qu'entre femmes, ou qu'entre jeunes, ou qu'entre immigrés...).

Car « la jeunesse », c'est aussi la question de l'immigration, de la vieillesse, de la féminité ou du handicap, et de tout ce qui n'est pas le mâle blanc diplômé d'origine française, âgé de quarante ans, (la seule catégorie massivement intégrée, et munie d'un contrat de travail à durée indéterminée, dicit l'INSEE). C'est la question qui permet d'interroger le rapport entre « production de la société et reproduction de la société ». Les jeunes permettent de voir, comme les vieux, comme les immigrés, comme les femmes et comme les personnes invalides, en quoi un système est non- reproductible, à développement non-durable des rapports sociaux, non-intégrateur, et donc désintégrateur de ses principales sources de légitimité et d'efficacité.

Le problème n'est pas de traiter les jeunes en tant que problème séparé, marginal, du dysfonctionnement temporaire de la société, mais de se saisir des jeunes comme révélateur du problème global de la société. On vous apprend des savoirs, on vous transmet connaissance et culture. Mais ensuite, quand vous n'êtes plus jeunes, connaissance et culture sont détruites dans le processus de déqualification à l'embauche, par la massification du chômage... Les animateurs de jeunesse sont payés pour retarder le plus longtemps possible le moment où les jeunes vont s'intéresser aux problèmes des adultes et faire de la politique. Détourner les jeunes de la politique, c'est à cela que sert l'animation « basket and rap » !

L'union européenne s'est fixée un objectif à Lisbonne : « être l'économie de la connaissance la plus compétitive ». Avez-vous besoin d'une traduction ? Il s'agit de gagner la compétition capitaliste mondiale contre les États-Unis et contre la Chine. Pour cela, il faut dans dix ans des travailleurs les plus pointus, les plus formés possibles, et laisser tous ceux qui ne suivent pas et qui retardent sur le bas côté pour la voiture-balai du social. L'idéologie que les jeunes doivent intégrer comme une drogue est celle de la compétition, du dépassement de soi, de l'esprit d'entreprise, de l'individualisme, du projet.

« Oui mais les jeunes demandent eux-mêmes du rap et du sport ! » Dans les réserves d'indiens, les indiens demandent à être dans des réserves d'indiens. Parce qu'on ne leur a laissé pour seul horizon, que des réserves d'indiens ! Disons leurs : vous êtes ici dans une zone réservée. En dehors, il y a des zones non- réservées, ce sont toutes les terres qu'ils vous ont prises. Tout ce qui fait qu'ils partagent le sort des vieux, des moins qualifiés, des femmes et des étrangers... C'est tout le contraire que de leur proposer de « s'insérer » avec du basket-ball ! Construire le problème de l'intégration critique, avec une bande de jeunes, c'est leur proposer d'étudier le marché de l'emploi local : « qui est en dehors du marché de l'emploi ? Une proportion anormale de filles, d'autant plus qu'elles ont plus de diplômes que les garçons. Tiens ! Ce n'est donc pas un problème de jeunes, mais un problème hommes / femmes. Oui, mais ils sont étrangers. Tiens, c'est un problème de ségrégation ? ».

Si l'État veut, à ce point, qu'on occupe des jeunes, c'est parce que la puissance publique (en particulier communale), persiste à pratiquer une culture politique d'exclusion et de réduction des conflits. Surimposer la paix sociale dans des conditions où elle n'est pas plausible, suppose de démultiplier les efforts de dispersion de toute coalition possible. Faire croire que les jeunes ont des problèmes spécifiques qui ne sont pas ceux des adultes !

Exercice de traduction

« Il faut mieux prendre en compte la culture jeune dans les quartiers. »

Traduction :

Il est essentiel que les personnes libérées du système scolaire et sans aucune perspectives d'emploi occupent leur temps oisif dans des activités qui ne les fasse pas réfléchir au fonctionnement de la société.

LAÏCITÉ

Voilà un terme qui a subi un retournement complet.

Dans la définition du Petit Larousse de 1968, on peut lire la phrase suivante : laïcité, système visant à exclure les églises de la gestion des affaires publiques. Le terme d'exclusion a ici tout son sens. Aujourd'hui, sous la définition de la laïcité, on trouvera un système visant à respecter également toutes les religions ».

Nous sommes donc passés une vingtaine d'années d'un système de mise à distance du religieux à un système de respect universel des religions. Ceci porte pourtant un autre nom, l'oecuménisme. Confondre la laïcité avec l'oecuménisme, c'est se priver d'un outil pour tenir à distance les clergés.

Une autre dérive fréquemment entendue consiste à confondre la laïcité avec la neutralité politique. Il s'agit de deux concepts totalement différents.

Pour désigner la vraie définition de la laïcité, dans le discours des media ou des hommes politiques on entendra fréquemment parler de laïcité "laïcarde", que l'on verra opposer au curieux concept de "laïcité ouverte", splendide oxymore !

LIBRE ET NON FAUSSÉ

Magie du langage : dans le projet de traité établissant une constitution pour l'Europe soumis au référendum du 29 mai 2005, « L'Union offre à ses citoyens (...) un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée. » (Art. I-3)

Somme toute, un paradis de liberté... pour qui ? Une « concurrence libre » signifie que l'Union – (c'est-à-dire les 25 ministres des finances) – organise un espace où RIEN ne doit pouvoir échapper à l'argent et au rapport marchand. Une « concurrence libre » signifie qu'aucun pouvoir privé ne doit être empêché de s'intéresser commercialement à aucun secteur de l'activité humaine, ni à aucun bien commun universel (sports, loisirs, éducation, culture, tourisme, santé, environnement, air, eau...), qui jusque là n'étaient pas considérés comme commerciaux. Il s'agit de TOUT transformer en marchandise.

Toute relation entre deux êtres humains doit pouvoir – d'une façon ou d'une autre - donner lieu à une transaction d'argent. Il n'y a plus aucun frein à l'appétit de commerce. « Fausser la concurrence » fait penser à une mauvaise action. Mais qui sont les « faussaires » du langage ? « Fausser la concurrence » veut dire « protéger » les faibles, « garantir » le droit des fragiles, « aider » ceux qui en ont besoin, « corriger » les inégalités, « respecter » l'environnement, « se soucier » de l'intérêt général, « offrir » des services gratuits, « assurer » une éducation gratuite, une santé gratuite...etc.

Toute l'oeuvre de la civilisation humaine depuis des millénaires consiste à fausser la concurrence, c'est-à-dire à protéger le faible contre le fort, à créer du droit pour empêcher le commerce de s'approprier tout n'importe comment, à créer des services publics, à mettre des barrières aux intérêts privés au nom de l'intérêt général.

Dans une concurrence « libre et non faussée », les services mis en oeuvre par la vie associative devront pouvoir entrer en concurrence avec des firmes privées, et toute subvention à cette vie associative devra disparaître. Bel avenir pour la démocratie.

Dans la constitution française, les droits fondamentaux étaient la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression. Dans la constitution européenne ce sont : la libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux, ainsi que la liberté d'établissement... pour les firmes étrangères, sans avoir à respecter les législations sociales en vigueur (le retour discret du fameux A.M.I) (Art.I-4).

On réfléchit, on relit, on se frotte les yeux et on se dit que l'on a mal lu. Aucun être humain sensé, doté d'un cerveau en état de fonctionnement, ne peut désirer vivre dans un espace où le concurrence serait « libre » et « non faussée », c'est-à-dire où la loi de la jungle serait devenue une règle constitutionnelle, et la loi du plus fort et du plus riche s'imposeraient aux États qui n'auraient plus le droit de protéger les faibles. Aucun être humain doté d'un cerveau (et d'une mémoire) ne peut approuver ce projet néo-fasciste face à une Union Européenne qui réaliserait le rêve fou de l'utopie ultra libérale d'un capitalisme totalitaire à faire pâlir d'envie les Américains.

Nous désirons au contraire une constitution qui s'engage à fausser la concurrence. Encore plus, qui nous explique comment elle va la fausser, en nous donnant des garanties d'application. Copie à revoir.

LIEN SOCIAL

Au chapitre des nouveaux mensonges qui permettent de masquer la demande sécuritaire d'ordre et de soumission, l'appel au « lien social » incite à apprendre aux pauvres et aux jeunes à bien se tenir, à « jouer le jeu » et à limiter leur rébellion malgré leur absence de perspective de travail et d'avenir.

Il n'existe pas de société sans lien social, mais des sociétés où l'on réprime le lien politique. Le seul lien qui fasse société est une discussion conflictuelle sur l'intérêt général, pas une pacification généralisée des rapports sociaux de domination. L'épouvantail de la désagrégation du lien social masque l'absence d'intégration par un salariat systématiquement attaqué. Il faut désormais adhérer à la société de marché plutôt que de viser un idéal d'émancipation et de changement. S'insérer en silence plutôt que de s'intégrer par la participation au conflit sur la redistribution du travail.

L'absence de conflit, écrasée par le discours sur la cohésion sociale est bien plus dangereuse pour la démocratie que les conflits autour du travail. Or les pauvres sont au contraire sur-intégrés par un modèle terroriste de consommation à laquelle leurs revenus ne leur permettent pas de prétendre.

Qui est le plus nuisible pour le lien social sur un quartier ? Le jeune désœuvré ou la patron de Michelin qui licencie 7 000 ouvriers et détruit 7 000 familles au plus fort de ses bénéfices boursiers ? Qui triche ? Qui joue le jeu ? Qui accepte la règle et qui la détourne ?

Si le lien social est un ensemble de règles et de contraintes acceptées au nom de l'intérêt général, le rappel à la règle, sermonné par nos vertueuses associations socioéducatives au nom de la citoyenneté (droits et devoirs) semble curieusement ne s'adresser qu'aux pauvres !

Exercice de traduction

« Les associations doivent mobiliser les énergies citoyennes pour la réparation du lien social mis en danger par les incivilités. »

Traduction :

Les nouveaux alliés de la domination doivent faire taire la colère des victimes du libéralisme en leur faisant abandonner leurs droits et se soumettre à des devoirs sans contrepartie.

MIXITÉ SOCIALE

Le rêve de coexistence pacifique des petites gens et des classes moyennes, celles-ci tendant la main à celles-là dans une ascension sociale inéluctable, s'est effondré avec l'autorisation politique donnée aux dirigeants d'entreprise de se comporter comme des prédateurs, à partir des années 80.

Avec la vague de déréglementation mise en œuvre par les « socialistes », le partage de richesse des années soixante (70% aux salaires et 30% au capital) a reculé (60% au salaires et 40% au capital aujourd'hui), avec une richesse qui a doublé dans le même temps. Soit un recul de 10 points en une génération, 10% de la populations interdite d'emploi et l'apparition de nouveaux riches. Les prolétaires sont parqués dans des cités-ghettos (pas encore des camps), et la situation des quartiers est insurrectionnelle (émeutes nationales de novembre 2005). L'usage du mot « ghetto » et la référence inquiète aux États-Unis sont deux des principaux poncifs du discours sécuritaire, et plus largement de presque tous les discours consacrés aux « banlieues ».

La concentration de « populations à problèmes » (c'est-à-dire de pauvres et d'immigrés) dans des territoires nommés « quartiers sensibles » est en effet présentée comme la source de tous les maux. Et à ce diagnostic est souvent opposée une solution-miracle : la « mixité sociale », née en mars 1972 d'une circulaire d'Olivier Guichard, alors ministre de l'Aménagement du territoire.

L'idée n'est pas de faire reculer l'inégalité en s'attaquant à l'organisation du travail dans les entreprises (renforcer le droit du travail au lieu de le détruire, cesser de défiscaliser les entreprises, enrayer les exonérations de cotisations) mais de disperser les concentration de pauvres en démolissant les cités et en n'en relogant qu'une partie (les autres vont plus loin) ou de les « diluer » en mélangeant les classes dangereuses avec des classes moyennes sages, soumises, intégrées par le rapport salarial.

Le cynisme de cette philosophie est tellement énorme que chacun prétend ne pas le voir, et préfère traiter le symptôme plutôt que la cause : s'il y a des pauvres, dispersons les, invitons quelques enseignants à habiter les ghettos en les culpabilisant s'ils s'offusquent de quelques incivilités somme toutes bien supportables : drogue, violence, inactivité, économie parallèle, trafics pour survivre, délinquance organisée... pas un seul élu municipal n'habite les quartiers en

France : messieurs les bons apôtres, donnez donc l'exemple de la mixité sociale ! Louez votre pavillon à une famille africaine et venez habiter une tour ! Et pendant que vous y êtes, faites respecter la carte scolaire, la seule mesure réellement productrice de mixité sociale en France, celle qui interdit que l'on choisisse son école ou les fréquentation de son enfant ou commencez par la respecter vous-mêmes : les élus municipaux sont les premiers à demander et à obtenir des dérogations à la mixité sociale pour leurs enfants, et Ségolène Royal propose même d'abolir cette insupportable contrainte républicaine et égalitaire.

Jamais le tissu urbain ne fut structuré autrement que sous la forme d'une stratification opposant les quartiers riches et les quartiers pauvres. Aujourd'hui, le processus s'est encore aggravé, les communes qui détruisent les cités HLM investissent non dans de nouveaux logements sociaux, mais dans l'accession à la propriété. Si l'urbanisme exprime la manière de penser d'une époque, on peut s'inquiéter d'une France se dirigeant tout droit vers la division spatiale en trois ghettos : celui des riches, celui des pauvres et celui des classes moyennes. Le concept de mixité sociale ne traduit pas la volonté de mettre fin au fait qu'il y ait des pauvres et des riches, mais le fait qu'il faille les faire coexister pacifiquement. C'est une résignation qui trahit le renoncement à combattre l'inégalité. Il s'agit bien de réaliser « une gestion harmonieuse de la misère » !

Mais il y a aussi des raisons intéressées à la discrimination. Pour beaucoup de bailleurs, la valeur du parc immobilier dépend de l'image de la cité... qui dépend elle-même de l'image des locataires... qui dépend elle-même de l'origine géographique... etc... Pour beaucoup de municipalités, il faut freiner l'arrivée dans le logement social des populations les moins « désirables » - c'est-à-dire les familles les plus pauvres, les plus précaires, les plus nombreuses et les plus « ethniquement différentes ». Cependant les choses ne peuvent pas se dire aussi ouvertement car la sélection des locataires en fonction de leur origine reste, aux yeux de la loi, une discrimination. Il faut donc parler à mots couverts, ce que permet justement le terme de « mixité sociale ». L'union des fédérations d'organismes HLM a ainsi recommandé d'utiliser ce concept de « mixité sociale » pour motiver des refus d'attribution et ne pas risquer d'être attaqué pour discrimination.

Exercice de traduction

« Prolétaires de tous les pays, rassemblez vous ! »

Traduction :

Prolétaires de toutes les communes : dispersez-vous !

O.N.G.

Le langage de l'action internationale est une merveille de mots langue de bois. Il suffit de se balader sur le site du conseil de l'Europe pour s'en convaincre.

Ci-après un envoi Mail de Emmanuel Charles Dominique, qu'il avait fabriqué en résumé gag à l'issue d'un forum de type ONG au Cap-Vert, en n'utilisant que des mots employés pendant le forum ! (sic, sic et sic !).

Forum de Praia : Le forum a impulsé la mise en synergie des meilleures pratiques et acté le cadre logique de gouvernance et d'intermédiation des opportunités de patrimonialisation du panel d'acteurs. Le plaidoyer a conduit les participants à pérenniser les recommandations issues du partenariat, visant à une catalysation des dites opportunités tout en priorisant le renforcement des capacités, la consolidation du lobbying participatif, l'équité de capitalisation du basket fund, l'intermédiation durable de la finalisation de la gouvernance de genre, implémentée par un panel de sentinelles transparentes impliquées dans le pilotage participatif de la sensibilisation des populations à leur bien-être effectif. Le prochain forum se tiendra par subsidiarité, transparence et consensus à Bissau.

PARTENARIAT

« L'armée, premier partenaire des jeunes » peut-on lire sur une affiche de recrutement de l'armée de terre... mais aussi les piles Machin qui sont devenues les « partenaires de nos loisirs », ou encore les associations qui osent qualifier de « partenaires » les mairies ou les services de l'État qui les financent et qui sont véritablement leurs donneurs d'ordre ! Comme l'écrit Fabrice DHUNE, il faut saluer ce coup de maître qui transforme son propre serviteur en son égal !

Le recours au partenariat fait disparaître la référence hiérarchique, et disloque complètement le rapport de domination... Tous dans le même bateau ! L'idée centrale est que la banalisation du terme, en opposition radicale avec le sens du principe de partenariat, sert une virtualisation de la relation, contribuant à rendre impossible la construction d'une effective relation de partenariat.

La déconflictualisation des rapports sociaux qui se manifeste dans ce retournement participe tout à la fois du désenchantement de la politique (du point de vue de l'espace public) et de l'implication professionnelle (du point de vue de l'espace privé) : deux faces qui servent l'ancrage en profondeur de l'idéologie (néo)libérale sous les apparences du consensus et de l'évidence.

PARTICIPATION

La démocratie participative s'oppose en principe à la démocratie représentative, mais la confusion est complète. Chaque fois que vous réclamez plus de participation, c'est en réalité plus de délégation que vous désirez : (un nouveau « conseil » de jeunes, de femmes, d'habitants, d'immigrés, d'handicapés, une nouvelle association, une nouvelle plateforme, etc...). Êtes-vous favorable à l'évaluation des enseignements par les élèves eux-mêmes (et non leurs représentants) ? Non ! A celle des programmes scolaires par les enseignants eux-mêmes ? Non ! A celle des politiques de logement des OPHLM par les habitants eux-mêmes ? Non ! A la marche de l'hôpital par les infirmières elles-mêmes ? Non ! Tout le monde est pour la participation, à condition de ne participer... à rien !

Dans le nouveau système de « gouvernance » locale ou nationale, le pouvoir désigne des associations, convoquées en tant qu'expertes, chargées de représenter des intérêts particulier et de valider des décisions politiques auxquelles elles sont faussement associées. L'impression de démocratie est sauve et le pouvoir peut prétendre qu'il a consulté, associé, fait « participer », mais le pouvoir de modifier la politique définie en amont est à peu près nul !

Toute autre serait la revendication de construire de la délibération publique, contradictoire, conflictuelle, autour de la politique en cours d'élaboration, en y associant les usagers destinataires, les agents associatifs, les fonctionnaires chargés de l'appliquer, les élus politiques chargés de l'imaginer, et les simples citoyens considérés comme autre chose que des clients. Il ne s'agit pas de démocratie directe sur le mode du sondage (« ô, jeunes, que voulez-vous ? »), mais de processus longs et rigoureux, s'apparentant aux méthodes de la recherche-action ou de l'enquête sociale, associant toutes les catégories concernées par une politique publique, et permettant d'en retravailler les contradictions vers plus d'intérêt général, moins d'inégalités.

Exercice de traduction

« Le conseil de participation des habitants a accueilli positivement l'embauche d'emplois jeunes médiateurs locaux du lien social. »

Traduction :

Les représentants validés du pouvoir local ont fait taire les contradictions d'une mesure aussi aberrante, anti-pédagogique et discriminatoire que celle consistant à demander sans qualification professionnelle à des immigrés de la deuxième génération de calmer les immigrés de la troisième génération pour la tranquillité du centre-ville.

PRO-ACTIF

Dans la nouvelle idéologie managériale, être "actif" ne suffit plus...c'est largement insuffisant. On nous enseigne qu'il y a trois manières de s'adapter en situation : réactif, actif, proactif.

Réactif, c'est réagir à la situation une fois qu'elle est arrivée. C'est très mauvais. (La porte n'est pas loin !).

Etre "actif" s'entend comme en faire le minimum légal...Pourquoi pas syndiqué pendant que vous y êtes ?

Etre Proactif veut dire devancer le problème afin qu'il n'ait pas lieu...en d'autre terme, si il y a un problème, c'est de voter faute, vous n'aviez qu'à être pro-actif.

Y a pas de quoi devenir dingue ? L'injonction "soyez proactifs" est devenu un leitmotiv dans certaines entreprises. Au delà de son sens immédiat - "prenez-vous en main" - il s'agit en fait d'une injonction paradoxale : le cadre "proactif" est supposé prendre par lui-même toutes les initiatives nécessaires pour que tout réussisse et pour anticiper tous les problèmes. Désigné super-héros, il est au monde de l'entreprise ce que Rambo est au combat dans la jungle.

Cette injonction est particulièrement fréquente dans les entreprises dont l'encadrement fait du comportemental, et se trouve bien incapable de fixer des objectifs techniques à ses cadres, et encore moins de définir sa propre stratégie. Dès lors, le mot d'ordre "soyez proactifs" se traduit plus clairement par "démerdez-vous". Avec le corollaire que si quelque chose se passe mal, on saura vous blâmer : "vous n'êtes pas assez pro-actif, vous auriez dû anticiper, etc..."

Puissant outil de non- management, ce slogan a déjà réussi à décourager des dizaines de milliers de cadres, dont la réaction est - très humainement - la pire que puisse souhaiter une entreprise : "Moi j'en ai assez, on ne reçoit aucune directive, rien d'autre que des slogans et des reproches : désormais je ne fais que ce qu'on me demande et rien de plus." D'une manière générale les slogans staliniens sont démotivants et déprimants. Ils ont souvent pour effet de produire dans les entreprises le comportement observé chez l'Homo Sovieticus, qui réduisait le style de management auquel il était soumis à ce résumé désabusé : "Faites semblant de travailler, et nous ferons semblant de vous payer. »

Donc, si on vous le demande, n'oubliez pas de faire semblant d'être proactifs. (Définition reçue par mail de : Pierre-Manuel Camelot)

PROFESSIONNEL

Dans les années 80, l'idéologie du « management » d'entreprise s'est diffusée à toute la société. La « qualité professionnelle » de nos moindres gestes est devenue la norme et une écrasante pression psychologique nous est tombée sur la tête : quand le critère « professionnel » devient le standard de l'évaluation d'une action, alors « amateur », (ou bénévole) devient synonyme d'incompétence, de médiocrité, de moindre qualité.

Avec le « zéro défaut », le « just in Time », le « flux tendu », la norme « ISO 9002 » ... la perfection productive devient une forme de fascisme. Celui qui ne donne pas le meilleur de lui-même à la grande concurrence capitaliste n'est pas digne de faire partie de cette société. C'est un parasite, bientôt un sous-homme qui nous fait prendre du retard dans la grande et impitoyable compétition mondiale...

On a vu des animateurs jeunesse, des travailleurs sociaux, des comédiens amateurs, des élus bénévoles, sommés d'adopter un comportement vraiment « professionnel », devoir justifier une qualité « professionnelle » et des résultats « professionnels »... Cette pression psychologique qui s'est déguisée sous l'argument de la qualité n'était rien d'autre que l'exigence de la compétitivité, de l'hyper-productivité qui ne dit pas son nom. Quand toute une société est sommée de n'être plus composée que de professionnel, il n'y a plus de société, il n'y a plus que des robots soumis à la grande loi de la marchandise de la rentabilité et du profit.

Il y a aujourd'hui des parents professionnels (professions parents) des habitants professionnels, et des bénévoles associatifs qui ne sont plus que des professionnels non-salariés, au regard des compétences qu'on leur demande de maîtriser : gestion, politique, montage de projet, évaluation d'action, négociations partenariales, ... Avec la tyrannie du tout professionnel, arrive bientôt celle du tout-évaluation, qui a pour but de dépister et d'éliminer toutes déviations improductives. Tout comportement non professionnel est donc anticapitaliste. Résister, c'est plaider pour le droit à l'erreur, au tâtonnement, à l'imperfection, à l'hésitation, au recommencement, à l'à-peu-près, à la paresse, à l'amusement, à l'échec, à l'improductivité... c'est refuser d'évaluer et d'être évalué selon des normes « professionnelles ».

Exercice de traduction

« L'animateur de l'atelier « peinture » du centre de loisirs doit viser une production de qualité artistique professionnelle avec les enfants. »

Traduction :

Le travailleur social n'est pas là pour que les enfants s'amuse ou s'expriment, mais pour qu'ils intègrent l'exigence de rentabilité et de productivité qu'on attendra d'eux dans le travail.

PROJET

Au hit-parade des mots insoupçonnables, des aliénations merveilleusement positives ancrées au plus profond de nos convictions se tapit le plus redoutable d'entre eux : « PROJET », le coeur de la nouvelle culture capitaliste.

Le « projet » apprend à travailler seul, à viser une production, c'est à dire à réaliser un produit. Le projet détruit le temps et le long terme. Il a un début et surtout une fin. Il est remplaçable par un autre. Pour le pouvoir (très friand des projets), il transforme des relations politiques en relations marchandes car il permet d'acheter des prestations-produit en les déguisant en démarches.

En management, « projet » remplace « hiérarchie »...

Avec l'envahissement de la culture du « projet » depuis une vingtaine d'années le capitalisme révèle le coeur de son idéologie : une société qui n'a plus de projet (de transformation sociale vers plus toujours plus d'égalité) et dont la volonté politique semble se résigner au règne de la marchandise pour cause de concurrence, de mondialisation, et d'écroulement des socialismes « réels », ne cesse de demander à ses citoyens (et surtout aux plus pauvres privés d'avenir) de se projeter, de faire des projets, (des micro-projets d'adaptation).

Une société qui ne se projette plus dans l'avenir mais aménage à l'infini le présent de la marchandise dans un capitalisme pour seul horizon dispense des miettes de futur sous forme de micro-projets où chacun devient petit capitaliste de sa vie. S'engager dans un « projet » c'est manifester son dynamisme, son esprit d'initiative, son adhésion à ce système compétitif et parcellisé... ce n'est pas critiquer, ni militer, ni douter. Le « projet humanitaire » remplace le combat politique. Il est évaluable immédiatement et remplaçable par un autre projet. Il annule le long terme et la nécessité de s'intégrer durablement à un collectif.

Dans leur étude sur le « nouvel esprit du capitalisme », Eve Chiapello et Gérard Boltanski montrent que si le mot « hiérarchie », qui venait en tête des mots employés dans des ouvrages de management dans les années soixante, a complètement disparu des années quatre-vingt dix, en revanche, le hit-parade contemporain du management de l'entreprise capitaliste (nombre de fois cité dans le même ouvrage) revient sans conteste à « PROJET ».

En engageant les jeunes dans des dynamiques multiples de projets, les travailleurs sociaux leur apprennent à morceler leurs désirs, leurs vies, leurs idéaux. On leur interdit de n'avoir qu'un projet qui durerait toute une vie : vocation, métier, mariage... et on les dresse à l'éphémère, à la mobilité, à l'employabilité d'eux-mêmes dans un monde présenté comme instable et qui n'a jamais été aussi stable : de la stabilité de la marchandise capitaliste pour toujours, pour tous et en tous lieux.

Pratiquer une « pédagogie par projets » c'est enseigner l'adaptation au court terme, et la renonciation aux idéaux qui structurent une vie, une personne, un groupe social. Dans cette nouvelle exigence/oppression/aliénation, le perdant, l'exclu est celui qui n'est pas engageable dans un projet ou qui se montre incapable de changer de projet (celui qui se cramponne à un idéal).

L'intérêt du projet est d'avoir un début et une fin (surtout une fin). Une fois celle-ci atteinte, on dissout l'équipe, sa subvention, la dynamique et on est prêt pour un tout autre nouveau projet, avec de nouvelles têtes et de nouveaux financements. On vous a déjà vu l'année dernière, vous n'allez pas vous abonner, laissez la place à d'autres et tentez votre chance ailleurs !

Sous l'intitulé de « projet », le pouvoir achète en réalité des « produits » et prépare le futur travailleur aux nouvelles règles du management libéral, de la marchandise, de la rotation des tâches et de sa propre employabilité. La pédagogie par projet, la subvention au projet, est l'apprentissage du nouveau management, de la rotation accélérée des produits et des marchandises sociales, de la précarité et de l'incertitude acceptées par avance : soyons aventureux dans un monde instable que diable, et que les faibles perdent ! Il n'y a pourtant qu'un seul « projet » qui vaille (quel autre ?) : la Révolution.

Exercice de traduction

« Dans les zones à re-dynamiser, les chefs de projets financent des projets d'habitants dans le cadre de contrats d'objectifs. »

Traduction :

Dans les groupes sociaux à réduire au silence politique, les chefs de produits du nouveau marketing public achètent la paix sociale des habitants en renouvelant au coup par coup leur dépendance financière au pouvoir.

PROJET PROFESSIONNEL

Tarte à la crème que l'on envoie à la figure de la personne en « demande" d'emploi (et trop souvent en demande sociale) qui n'arrive à se faire "offrir" à un employeur...

« Votre projet d'emploi n'est pas réaliste il faut travailler votre projet professionnel, puis le valider et on en reparlera. » Sont des phrases dites par des gens qui très souvent n'avaient pas ce projet professionnel justement, et qui en auraient bien jeté des gens... s'ils leur avaient parlé de ça...

Comment fait un jeune en situation d'échec pour se construire un projet professionnel ? Soit il à affaire à un conseiller encore disponible, c'est à dire qui n'a pas terminé sa période d'essai, qui va

d'abord le rassurer et co-construire la démarche (ça fait aussi bien que projet professionnel) Soit il tombe face à un accro de la gestion de portefeuille qui va lui trouver une place en formation, où il sera avec d'autres jeunes en échec, où il fera des additions et puis des stages dans des boites où le comportement sera évalué ainsi que l'intérêt et les prédispositions au métier... Quelle calomnie.

Dans le meilleur des cas le "jeune" ou "objet apprenant" sort avec une vraie envie de métier, obtient une qualification, et peut-être un métier après le parcours du combattant...et dans le pire, il trouve de nouveaux marchés, voire ne termine pas le stage, voire devient père 9 mois après, voire ressort pour et c'est le plus souvent le cas, heureux de suite et déçu 6 mois après.

Bien sûr il ne faut pas cracher dans la soupe de toute cette activité économique qui existe autour de la mise en appel d'offres de cette Tarte à la Crème... N'empêche, le projet professionnel n'est-il pas une notion de riche, dans le sens « niveau de besoins déjà couverts »...Et qui à la fin de sa carrière peut dire qu'elle fut pré-objectivée par un projet professionnel.

Parler projet et utiliser cette excuse pour justifier l'absence d'accès à l'emploi... stigmatiser le Demandeur plutôt que de renvoyer à l'environnement... internaliser plutôt qu'externaliser... Jouer au Kapo et gérer des flux plutôt que de remonter là où il le faut... penser à son sens du service dans sa pratique professionnel plutôt que de finir par penser le projet professionnel de ceux dont on est au service...

PROXIMITÉ

Parce que son objectif est la privatisation généralisée des services publics, sur le modèle anglo saxon, l'obsession de l'Union Européenne (à ne jamais confondre avec l'Europe) est de détruire les souverainetés nationales dans lesquelles les régulations du capitalisme avaient été inscrites.

Destruction des conventions collectives au profit des accords locaux d'entreprise, démolition des échelons nationaux et mise en place des régions comme territoires concurrentiels, dislocation des ministères et administrations nationales au profit de la déconcentration et de la décentralisation afin de refiler les bébés au privé le plus rapidement possible. Et voilà l'école de proximité, l'hôpital de proximité, les services de proximité... Le tout au nom du "small is beautiful", et du rapprochement des logiques d'intervention "au plus près du citoyen" ! Sympa, non ?

Manque de chance, la démocratie ne peut jamais être ni locale ni sectorielle ! La démocratie est nécessairement référée à des enjeux globaux, complexes, de nature le plus souvent internationale, en croisant les multiples questions. C'est pour cette raison que la notion de démocratie locale est

une absurdité droitière, qui réduit les sujets de la démocratie à des histoires de crottes de chien, quoiqu'on fasse.

La démocratie a à voir avec le contrôle des multinationales, avec l'arrêt des politiques répressives vis à vis des immigrés, etc, etc... L'idée de la proximité est que madame Michu s'occupe des problèmes de madame Michu, qui, comme chacun le sait sont des problèmes "d'habitante" et pas de problèmes de "citoyenne". Ne l'ennuyons pas avec les politiques internationales, l'OMC, la finance, les OGM qu'elle avale dans son assiette, ou le conflit Israëlo-Palestinien, mais proposons lui de se concentrer sur des problèmes concrets comme ceux de l'isolation des fenêtres de son HLM : joint mousse ou joint plastique : ça, c'est de la démocratie...

C'est l'inénarrable Michel Rocard qui a proféré cette absurdité monstrueuse : "la démocratie ça commence avec des problèmes de boîtes à lettres". Non, la démocratie ça FINIT dans des problèmes de boîtes à lettres. Empêchons les citoyens de s'intéresser aux enjeux et aux activités des dominants et laissons les mariner dans des problèmes de dominés.

L'horreur et l'absurdité de la proximité est par exemple facile à observer dans le changement d'attitudes des associations depuis les années 70. Des milliers d'associations anciennement référées à des fédérations nationales, et qui tenaient tête aux pouvoirs locaux car elles bénéficiaient d'une protection nationale, se sont soudain retrouvées le doigt sur la couture du pantalon et le nez collé au sourire du maire pour quémander la subvention sans aucun garde fou.

La proximité, c'est l'aliénation au pouvoir, c'est la dislocation des défenses et des résistances. La proximité c'est la fin des contre-pouvoir, c'est la fin de la démocratie, c'est la privatisation.

QUALITÉ

Dans le monde du travail social, éducatif et culturel, un Ovni étrange (et étranger) a envahi notre espace mental et institutionnel : la « démarche qualité ».

Coïncidence ? Le passage du statut de l'utilisateur à celui de client dans un espace de moins en moins public va de pair... Réservée jusqu'alors à la fabrication des aspirateurs ou autres épiliches-légumes avec engagement de satisfaction du client, elle s'est peu à peu étendue aux services privés, puis – et c'est beaucoup plus grave –, aux services publics !

L'intérêt général se transforme ainsi subrepticement en un marché d'intérêts privés, grâce toujours à la même manipulation du langage : qui peut être contre la « qualité » ? Y a-t-il un seul fou parmi nous qui s'opposerait à la notion de « qualité » ... ? C'est bien là le problème : ne pouvant pas nous y

opposer, nous ne pouvons pas non plus nous opposer à ce que cette démarche importe pour l'installer dans le champ éducatif et culturel : la marchandisation des rapports sociaux, éducatifs et culturels. Quand le service public du téléphone, conçu pour des « usagers » dotés de droits égaux qu'il fallait garantir, se transforme en opérateurs privés de téléphonie, s'adressant désormais à des clients dotés de désirs et de pouvoirs d'achat inégaux à « satisfaire », la signification même de l'accès à l'acte de téléphoner devient un produit, une marchandise, le support d'un profit, au détriment d'une fonction sociale à faire exister également pour tous.

Dans le champ de la jeunesse ou du travail social, la « démarche qualité » transforme les jeunes en clients invités à juger (pardon – à évaluer) la qualité du service rendu. Le projet philosophique, l'intention éducative disparaissent au profit d'une logique de prestation qui interdit l'expérimentation, le tâtonnement, le droit à l'erreur et l'échec. Elle installe des « protocoles » d'efficacité et de rationalisation des tâches qui excluent la part d'humain. Or, il n'existe pas de processus éducatif sans droit à l'échec.

La démarche qualité n'est pas seulement « axée résultat » elle est orientée « résultat positif ». Elle transforme l'obligation de moyens du travail social en obligation de résultat. Elle détruit donc sa propre finalité éducative, elle anéantit le sens même de l'acte éducatif. Le fruit est mûr pour être cueilli par le marché privé.

Récemment imposée au domaine médico-socio-éducatif et à des pans de plus en plus importants de l'Éducation spécialisée (avec normes ISO 2002), la démarche qualité dépossède les acteurs des critères de l'évaluation de leur acte éducatif, au profit d'un management stérile qui permet de traiter l'intervention comme n'importe quelle prestation, avec les méthodes et critères de « gestion des ressources humaines » adéquats ! Quels sont ces critères ? La course effrénée dans une compétition où être le premier en dépit de toute possibilité de rencontre humaine isole chacun dans un complice renoncement à toute avancée de civilisation.

Exercice de traduction

« Le centre de loisirs a adopté une démarche qualité en vue de mieux satisfaire les parents. »

Traduction :

La direction du centre de loisirs veillera à ce qu'aucun débat de fond sur l'acte éducatif ne puisse venir perturber la relation de clientèle établie avec les parents-consommateurs.

RÉFORME

Formellement, une réforme pourrait être n'importe quel changement. Par exemple : plus de profs, ou le doublement du budget de la santé, ou une augmentation massive du SMIC, etc... voilà des

réformes. Pourtant nous avons intégré que le mot réforme signifie un recul, une perte, une diminution, et seulement cela. Une réforme ne va plus que dans un seul sens : MOINS.

Alain Bihl, dans son ouvrage intitulé "la novlangue néo libérale" explique que le langage politique utilise l'inversion de sens à tour de bras : en fait, réforme veut dire stagnation. "Changement" veut dire immobilisme et même recul... on est en plein dans Orwell quand le ministère de la guerre s'appelait le ministère de la paix. On sait désormais, intuitivement, que quand Sarkozy (ou un de ses clones socialistes) nous parle de réforme, il faut entendre contre-réforme.

RESPONSABILISATION

Dans les années soixante-dix, (avant la contre-révolution libérale qui allait attaquer un par un tous nos droits), les associations qui travaillaient avec des jeunes voulaient les « émanciper ». Aujourd'hui on les entend plus parler que de les « responsabiliser ». Qu'est-ce à dire ?

Quand il y avait du travail pour tout le monde, il s'agissait de s'épanouir et de ne pas s'aliéner au travail. Puis la France a doublé sa richesse en 17 ans, et trois millions de chômeurs sont apparus. Le partage de cette richesse se faisait autrement. Il fallait alors apprendre à certains à abandonner des droits, à faire des efforts, à adopter la rigueur, à brader leurs retraites, à se soigner moins, à accepter de se serrer la ceinture, à accepter de perdre ce qu'ils avaient conquis pour que d'autres puissent s'enrichir encore plus vite.

Se responsabiliser, pour les pauvres, c'est se soumettre à la logique de prédation des riches. Responsabiliser quelqu'un c'est l'obliger à accepter une logique qui va contre ses intérêts.

« Dominique de Villepin annonce son intention de responsabiliser les parents des enfants en grande difficulté scolaire à travers la signature d'un « contrat de responsabilité » obligatoire, sous peine d'amendes, d'une mise sous tutelle ou d'une suspension du paiement des allocations familiales » (Reuters).

L'Union Européenne demande : « comment responsabiliser les États-membres pour promouvoir la compétitivité » ?

Un consultant propose : « Comment responsabiliser votre équipe et développer des comportements managériaux favorisant la cohésion d'équipe, l'autonomie et la responsabilité ? »

Quand on objecte au Premier ministre Balladur que la réduction des prélèvements obligatoires se traduira forcément par un recours volontaire à des assurances complémentaires, il répond que c'est

bien ce dont il s'agit : responsabiliser le citoyen en lui laissant le soin d'arbitrer entre différents types de dépenses ». (L'expansion)

Dans un entretien accordé au Journal du Dimanche, le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, a fait savoir que, lors de chaque consultation, le patient devra mettre de sa poche « un ou deux euros ». Cette mesure a pour but de responsabiliser les Français ». (Le journal du dimanche). Pourtant, les 22 milliards d'euros non reversés à la sécu par les entreprises couvriraient largement les 11 milliards de déficits pour lesquels on demande aux malades de se responsabiliser et les exonérations de cotisations patronales couvrent largement le trou de l'assurance chômage.

Le discours de la responsabilisation est obscène. Il consiste à faire peser sur les individus la responsabilité des comportements prédateurs des classes dirigeantes. Aucun éducateur digne de ce nom ne devrait aujourd'hui entonner ce refrain.

Exercice de traduction

« Les jeunes doivent se responsabiliser et rentrer dans des logiques d'insertion sociale et professionnelle. »

Traduction :

Les jeunes à qui l'école a promis un avenir mais qui n'en ont aucun, doivent se taire et accepter des emplois déqualifiés dont un chien ne voudrait pas.

RÉUSSITE

Le rôle de l'école n'est pas de fabriquer de la réussite, mais de fabriquer tout autant de l'échec. Un enseignant qui ne fabriquerait que de la réussite, c'est à dire dont tous les élèves auraient de bonnes notes , serait immédiatement suspect de ne pas faire son boulot qui est précisément de fabriquer un tiers de bons, un tiers de moyens et un tiers de mauvais. (Voir articles sur le constante macabre)

De ce point de vue le concept de "réussite éducative" est une vaste blague. Dernière en date, dans le politiquement correct de cette institution, il n'y a plus d'échec scolaire à l'éducation nationale, il n'y a plus que de la "réussite différée" On nous prend vraiment pour des lapins de trois semaines !

(Extrait de « La barbarie douce »)

SAVOIR-ÊTRE

Extrait de « La barbarie douce », Jacques Le Goff / La découverte / 1999 :

Une étude menée en juin 1998 par un organisme de conseil, à la demande de la direction des ressources humaines d'une entreprise sidérurgique, est significative de ce genre de manipulation. À partir d'une vingtaine d'entretiens semi-directifs auprès de l'encadrement intermédiaire, cet organisme prétend rendre compte du « savoir-faire » existant dans cette usine, de « ses dimensions et son influence dans les processus des ressources humaines'...

Les points de vue recueillis auprès d'un échantillon limité sont élargis à l'ensemble et la parole recueillie est retransmise de telle façon que la distinction entre les propos de l'organisme de conseil et ceux des personnes interviewées s'efface. Les paroles de ces dernières rejoignent comme par enchantement les schémas d'un « savoir-être » promu par cet organisme et supposé répondre aux attentes de la direction commanditaire de l'étude.

« À travers les entretiens que nous avons menés, lit-on dans la note de synthèse, il s'est dégagé très rapidement un modèle du "collaborateur... [nom de l'entreprise] ". Que l'on soit opérateur ou chef de poste ou d'atelier, on partage les mêmes valeurs, on cherche à se conformer au même modèle. »

Ce dernier est caractérisé par « sept dimensions majeures » :

- être participatif
- être un homme de dialogue
- accepter la remise en cause
- être tolérant
- être franc
- s'engager dans le progrès continu
- s'investir personnellement

Ces « sept dimensions » sont supposées être un « référentiel plus ou moins conscient », que l'organisme de conseil en question aurait simplement fait émerger en se mettant à l'écoute de cet encadrement. À lire de plus près le contenu et les « critères objectifs ou observables » de ces dimensions du « savoir-être », leur caractère éthéré s'efface:

« Adhérer à son entreprise, peut-on lire, c'est connaître et être un relais de la politique de... [nom de l'entreprise], c'est savoir défendre son entreprise quand elle est attaquée aussi bien dans l'enceinte de l'usine qu'en dehors, c'est enfin être fier de son entreprise et croire à son avenir personnel au sein de son entreprise. Que l'on soit chef ou opérateur, on doit donner beaucoup à son entreprise,

car elle est un bien collectif qui reste encore fragile. Tout le monde garde en mémoire "la fameuse grève de 79 où on a failli fermer ».»

Le contenu du « savoir-être » correspondant à l'investissement personnel est lui aussi très explicite: « S'investir personnellement, c'est être disponible, c'est être flexible et polyvalent. Et c'est surtout "ne pas compter ses heures", être totalement impliqué. "À... [nom de l'entreprise], on ne peut pas se contenter de gens qui viennent faire leurs heures. »

On a besoin de plus. Pour les opérateurs, ce "plus" se traduit par une participation active aux réunions qui ont lieu en dehors des heures de travail. C'est aussi accepter de passer en journée [c'est-à-dire de travailler en horaires de journée normale par rapport aux horaires en 3 x 8] sans rechigner. Pour les chefs d'atelier et de poste, l'investissement demandé est beaucoup plus important. C'est d'abord la durée des journées de travail qui s'allongent. C'est ensuite emporter de temps en temps du travail à la maison (comme par exemple la préparation des entretiens professionnels). C'est enfin être amené à revenir à l'usine, même quand on n'a pas d'astreinte. » Les • critères objectifs ou observables » se déclinent quant à eux de la façon suivante: ~ Participe à des réunions en horaires de journée. A un "projet partagé" solide. Accepte de travailler pendant trois mois sur des projets techniques. Accepte de changer les dates de ses congés si nécessaire. Est polyvalent ou multicompétent. »

Ce modèle directif de bons comportements est censé n'être que le reflet des entretiens réalisés. La conclusion de cette étude est tout aussi • neutre » : alors que ce • savoir-être » semble • être au coeur des processus de management des hommes », » il n'existe pas aujourd'hui au sein de...[nom de l'entreprise] d'outils permettant d'évaluer le savoir-être avec une certaine objectivité». L'organisme de conseil auteur de cette littérature a sûrement des outils de • savoir-être - à vendre.

SOLIDARITÉ

La contradiction entre le « tout-liberté » à l'américaine (sans l'égalité), et le tout- égalité à la soviétique (sans la liberté), tente de se résoudre en France dans la présence de droits collectifs qui s'expriment dans la triangulation républicaine Liberté – Égalité – Fraternité.

Du point de vue des républicains, l'idée de la fraternité signale qu'on ne se choisit pas, mais que l'on fait partie d'une société, (et non d'une communauté), comme dans une famille où l'on ne demande pas à un frère s'il veut bien avoir l'obligeance d'être « solidaire » de ses autres frères et soeurs.

Au contraire, le modèle anglo-saxon de la liberté, toute la liberté, rien que la liberté s'oppose à l'imposition de droits collectifs qui sont vécus comme des freins insupportables à la logique du

contrat libre entre les individus. Dans ce modèle, par exemple, l'éducation n'est pas un droit collectif, mais une simple rencontre entre une offre privée d'éducation et une demande privée d'éducation. Elle peut donc faire l'objet d'un commerce.

La solidarité suppose le registre du volontariat. Nul n'est obligé d'être solidaire. Il s'agit essentiellement d'une attitude individuelle, proche de la charité. La fraternité en revanche impose le principe de droits collectifs, ou si l'on veut, d'une « solidarité obligatoire », imposée, non volontaire, non libre et non négociable. Or ce vieux terme de la gauche ouvrière, la « solidarité », est aujourd'hui récupéré par la droite et détourné de son sens. L'intérêt de la manoeuvre est de culpabiliser la victime et la société civile. Si les choses vont si mal, c'est du fait d'un manque de solidarité entre les gens (donc entre les victimes de l'exploitation elles-mêmes). Les gens sont devenus si « individualistes » ma brave dame ! nous répète sans fin un système qui a tout fait pour casser les organisations collectives. Le patron de Michelin qui licencie 7 000 ouvriers l'année de ses bénéfices record n'est pas un « individualiste », lui !

Dernier forfait en date de cette escroquerie intellectuelle, la journée de la solidarité avec les personnes âgées. Après avoir défiscalisé à mort les patrons, exempté les entreprises de cotisations sociales (pour les vieux, donc...), le gouvernement demande aux travailleurs de rendre une journée fériée à la Pentecôte et d'augmenter d'une journée de travail les profits des entrepreneurs.

L'appel incessant à la solidarité, thème faussement généreux, vise à détruire le sentiment d'un destin commun encadré par des droits collectifs, au profit d'une philosophie du contrat dans laquelle on fait appel à l'engagement sélectif des uns au profit des autres. A cette philosophie correspond la montée de l'humanitaire comme corollaire à l'effondrement du politique. Il s'opère alors un transfert de responsabilités de l'État vers la société civile : la puissance publique qui détruit les garanties sociales, le droit du travail, qui prône une politique monétaire, qui fait flamber la bourse et qui défiscalise les entreprises, encourage dans le même temps une « économie solidaire » qui confie aux associations le soin de réparer les dégâts de ses choix politico-économiques.

Quand j'entends le mot « solidarité », je sors mon code du travail !
